

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DE LA JEUNESSE



## Rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone - 2016

**ODSEF**

Observatoire démographique  
et statistique de l'espace francophone

ORGANISATION  
INTERNATIONALE DE  
**la francophonie**



# PRÉFACE



L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) a toujours accordé une attention particulière à la jeunesse : elle lui a consacré le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Moncton (Canada Nouveau-Brunswick) en 1999 et celui de Dakar (Sénégal), en 2014 au cours duquel elle a adopté la stratégie jeunesse de la Francophonie. Celle-ci traduit l'engagement de la Francophonie vis-à-vis des jeunes et vise à instaurer un environnement dans lequel les jeunes francophones peuvent s'épanouir et développer pleinement leur potentiel.

La stratégie jeunesse contient les axes majeurs d'intervention et les objectifs à poursuivre pour répondre aux besoins et défis auxquels sont confrontés les jeunes de l'espace francophone. Elle prévoit également des mécanismes qui devront être mis en œuvre pour le suivi de cette stratégie. C'est dans cette perspective qu'il a été prévu de publier, tous les deux ans, à l'occasion du Sommet de la Francophonie, un rapport exhaustif sur la situation des jeunes dans l'espace francophone.

Ce rapport, réalisé en partenariat avec l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval, est le premier que l'OIF publie, après le Sommet de Dakar, afin de dresser une cartographie sur la situation des jeunes dans l'espace francophone. Cet « Etat des lieux » devrait permettre à tous les décideurs de l'espace francophone, à tous les niveaux, de disposer d'une « photographie » de la situation actuelle des jeunes et de nourrir leurs réflexions pour déboucher sur des pistes d'actions concrètes afin d'améliorer les conditions de vie de ces jeunes. Il servira à la fois comme outil d'informations sur les caractéristiques et attributs spécifiques des jeunes ainsi que les conditions dans lesquelles ils vivent mais aussi comme « tableau de bord » qui permettra de suivre, pays par pays, l'évolution de la situation des jeunes.

Le rapport contient, à titre d'exemples, des indications comparatives sur le pourcentage des jeunes qui ont achevé les études universitaires, le pourcentage des jeunes qui sont sans emploi, le pourcentage des jeunes qui ont accès à l'internet. Ce rapport révèle une grande variété de situations de la jeunesse dans l'espace francophone. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information

et au numérique, d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes de l'espace francophone se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées, qu'ils auraient tout intérêt à partager. Un des indicateurs examinés concerne le marché de l'emploi : les jeunes semblent connaître à peu près partout des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui se traduisent par leur sur-représentation parmi les chômeurs.

C'est sur la base de telles analyses et de tels constats que nous pouvons être mieux outillés pour agir ensemble efficacement et apporter des solutions concrètes avec et pour les jeunes.

Convaincue que la jeunesse doit jouer un rôle déterminant dans la solution des défis présents et qu'elle représente notre avenir, la Francophonie a mis en place de nombreuses actions pour l'accompagner dans l'expression de sa diversité linguistique et culturelle, de son engagement citoyen, de sa quête d'une éducation inclusive de qualité tout au long de la vie, ainsi que de sa contribution au développement durable.

Tandis que les défis qui ressortent du présent rapport appellent plus que jamais tous les décideurs à leurs devoirs et à leurs responsabilités, je me réjouis également du dynamisme et de l'optimisme de la jeunesse que nous avons encore une fois vue à l'œuvre lors de la Conférence internationale des jeunes francophones les 26 et 27 octobre dernier à Paris et qui continue de nous inspirer pour construire notre Francophonie de demain.

**Adama Ouhane**  
*Administrateur de l'OIF*

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction</b> .....	4
Sources des données et méthodologie .....	5
<b>1. Structure démographique et langue française</b> .....	6
Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie .....	6
Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie .....	7
Proportion de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans .....	8
Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l'ensemble de la population francophone des pays .....	9
<b>2. Éducation</b> .....	10
Taux brut de scolarisation .....	10
Indice de parité entre les sexes (IPS) .....	12
<b>3. Emploi et marché du travail</b> .....	14
Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans .....	14
Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes .....	15
Poids des jeunes dans la population totale au chômage .....	15
<b>4. Information, communication et numérique</b> .....	16
Accès au numérique (ordinateur et Internet) .....	16
Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones .....	16
Accès à Internet dans les foyers francophones .....	17
Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique .....	17
<b>5. Mariage et projets familiaux</b> .....	19
Proportion de jeunes femmes mariées par tranche d'âge .....	19
Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans .....	20
Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée .....	20
<b>6. Gouvernance et engagement citoyen</b> .....	21
Perception des institutions politiques par les jeunes .....	21
Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat .....	22
<b>Conclusion</b> .....	25
<b>Annexe : Tableaux détaillés des informations statistiques obtenues pour chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)</b> .....	29

# INTRODUCTION

En 2016, l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte plus de 1,2 milliard d'habitants. Avec un effectif total de plus de 710 millions, les jeunes de moins de 35 ans représentent 60% de la population de la Francophonie. La forte présence des moins de 35 ans dans l'espace francophone fait de celui-ci un des grands espaces linguistiques les plus jeunes. Si l'on considère uniquement les États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et ayant le français comme langue officielle, le poids démographique des jeunes apparaît encore plus important : sept personnes sur dix ont moins de 35 ans.

Gage de dynamiques, ce poids des jeunes au sein de la population francophone n'en pose pas moins des défis importants en matière d'éducation, d'insertion socioprofessionnelle, d'accès aux moyens d'information et de communication, de réalisation des aspirations familiales et d'engagement citoyen. Ce rapport propose un portrait statistique de la situation des jeunes des pays francophones dans différentes sphères de la vie sociale, et ce, à partir des données auxquelles nous avons pu avoir accès en 2015-2016.

Il se dégage de ce portrait de la jeunesse des situations fort contrastées dans ce vaste espace francophone. Le premier chapitre montre que le poids

des jeunes de moins de 35 ans au sein de l'espace francophone varie grandement d'une région à l'autre. Dans les pays membres d'Afrique subsaharienne en particulier, ces jeunes représentent entre la moitié et les deux tiers de la population. Même s'il en est autrement dans les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique, le poids des jeunes demeure relativement important partout sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans.

Le poids de la jeunesse dans certaines régions pose des défis importants dans l'accès à l'éducation. Le chapitre 2 révèle ainsi que les taux bruts de scolarisation demeurent faibles dans plusieurs pays, tant au secondaire qu'au supérieur, alors que l'indice de parité entre les sexes montre la nécessité d'un effort de rattrapage, particulièrement dans l'enseignement supérieur, où les jeunes filles sont sous-représentées dans la population scolarisée pour la vaste majorité des pays. L'obstacle premier à l'augmentation du nombre de francophones demeure en définitive l'absence d'opportunités d'éducation pour des franges importantes des jeunes de plusieurs pays membres.

Les défis sont tout aussi importants en matière d'emploi. Les données présentées dans le chapitre 3 montrent que les jeunes de 15 à 24 ans sont particulièrement exposés au chômage. Même dans les contextes de faible taux de chômage, les jeunes demeurent surreprésentés au sein de la population

à la recherche d'emploi, une réalité à laquelle les jeunes filles sont singulièrement exposées dans certains pays.

Si l'éducation et l'emploi constituent les principaux défis pour les jeunes, les chapitres suivants révèlent d'autres préoccupations tout aussi importantes, que ce soit l'accès à la sphère numérique et aux nouvelles technologies de communication (chapitre 4) ou l'entrée en union et les aspirations familiales (chapitre 5). Outre les disparités entre pays et régions francophones, le rapport révèle l'existence de disparités liées au genre qu'il convient de prendre en compte pour assurer un développement équitable et inclusif.

Le dernier chapitre (chapitre 6) est consacré à la participation et l'engagement citoyens des jeunes. Il révèle que le pourcentage de jeunes engagés dans la vie associative et communautaire est faible dans la plupart des pays francophones. La défiance envers les institutions politiques et les politiciens, souvent évoquée pour expliquer le désintérêt pour la chose politique, ne saurait être la seule explication, ni même une explication pertinente. En effet, dans plusieurs pays francophones, une majorité de jeunes accorde leur confiance aux institutions politiques en place (parlement ou assemblée, justice, etc.), même si cette confiance reste mitigée.

Si, dans plusieurs pays, le profil des jeunes dans certaines sphères peut être qualifié d'alarmant, d'autres indicateurs pris dans d'autres sphères donnent raison d'espérer. Ainsi, même si le taux de chômage chez les jeunes demeure élevé, la forte présence des filles sur le marché de l'emploi dans certains pays rend compte de possibilités d'accès, malgré des contextes souvent très défavorables. Les situations sont donc globalement fort contrastées entre pays, entre régions et aussi entre les sphères abordées.

## **— Sources des données et méthodologie**

Les données statistiques utilisées proviennent de sources variées et ont été compilées et mises à jour lorsque c'était possible au cours des deux dernières années. Les données des Nations unies ont été utilisées dans le chapitre 1 (consacré à la démographie) en tant que références pour les estimations de la population francophone en 2015 ainsi que pour celles du nombre et du poids démographique des jeunes dans chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Les estimations du nombre de jeunes francophones s'appuient sur les mêmes sources et méthodologies que celles présentées dans *La langue française dans le monde* publié par l'OIF en octobre 2014.

Le chapitre 2, qui est consacré à l'éducation, s'appuie uniquement sur les données de l'Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU), en particulier les

tableaux statistiques compilés figurant sur la base de données en ligne de l'Institut. Au besoin, pour le Canada, le Nouveau-Brunswick et le Québec, les données de Statistique Canada et celles de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) ont été utilisées. Les données du chapitre 3 sur l'emploi proviennent essentiellement de différentes bases de données de l'Organisation internationale du travail (OIT). Le chapitre 4, qui est consacré à l'accès aux technologies de communication et aux outils numériques, repose sur l'exploitation de différentes sources de données : celles de l'Union internationale des télécommunications, de l'Afrobaromètre et des Enquêtes démographiques et de santé (EDS). Les données du chapitre 5 sur les aspirations familiales des jeunes proviennent de la base de données des Nations unies et de la série dites Enquêtes démographiques et de santé (EDS). Enfin, le chapitre 6 s'intéresse à l'engagement et la participation civique des jeunes et les données proviennent de l'Enquête sociale européenne, de l'Afrobaromètre et de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation.

Au début de chaque chapitre, les différentes sources utilisées sont rappelées. L'ensemble des tableaux détaillés se trouve en annexe du présent rapport. Des versions électroniques de ces données de mêmes que d'autres informations statistiques sur les jeunes de l'espace francophone sont également disponibles sur le site web de l'ODSEF sous l'onglet « Centre de données ».

Précisons à ce sujet que de plus en plus de données sont accessibles et permettent de prolonger les séries chronologiques et d'offrir de plus amples informations sur des domaines variés concernant les jeunes. Si les données démographiques changent lentement, d'autres dimensions peuvent varier assez rapidement, notamment tout ce qui concerne les médias sociaux et les outils informatiques. L'équipe de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval (Québec, Canada) va mettre en place une plate-forme conviviale qui permettra aux utilisateurs d'avoir accès à des informations statistiques sur les jeunes. La création du **Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone** (TBDJF), déjà accessible en ligne, permettra en effet de consulter et d'interroger des bases de données concernant la situation des jeunes dans diverses régions du monde. Cette plate-forme interactive et dynamique permet d'explorer des questions comme : Où sont les principaux bassins de jeunes ? Quelles hypothèses peut-on formuler eu égard au dénombrement des francophones et des jeunes dans le futur ? Quelle est la situation des jeunes francophones quant à la diplomation et l'insertion au marché du travail ? À partir des quatre modules distincts (d'autres pourront s'ajouter), les utilisateurs peuvent consulter des résultats d'analyses ou générer des tableaux, des graphiques et des cartes géographiques inédites.

## 1<sup>ère</sup> PARTIE

# STRUCTURE DÉMOGRAPHIQUE ET LANGUE FRANÇAISE

L'espace francophone, défini comme étant les 80 États et gouvernements actuellement membres et observateurs de l'OIF, est caractérisé par une forte proportion de jeunes au sein de la population totale des pays qui le composent. En effet, dans de nombreux pays les jeunes de moins de 35 ans représentent plus des deux tiers de la population.

Cette section du présent rapport permet de mettre en exergue les situations contrastées concernant les proportions des jeunes dans ces 80 États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie ainsi que le poids démographique de ces jeunes parmi la population dite francophone. Les données utilisées proviennent principalement des plus récentes estimations de la Division de la population des Nations unies pour les effectifs de la population totale des différents pays, des estimations de l'INSEE pour la France et de celles de Statistique Canada pour le Canada, le Québec et le Nouveau-Brunswick. Ces données ont servi à estimer la proportion des moins de 35 ans (voir tableaux détaillés en annexe).

### **Proportion des jeunes de moins de 35 ans dans les pays de la Francophonie**

Sans surprise, c'est surtout dans les pays d'Afrique subsaharienne que la proportion de jeunes parmi la population totale est la plus importante. En

effet, dans les trois quarts des pays membres de cette région, la proportion de jeunes de moins de 35 ans représente entre 75 % à 80 % de la population, ce maximum étant atteint au Burkina Faso, au Burundi, au Niger, au Mali et au Tchad où cette proportion atteint 81 %. Quant aux pays membres d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, les jeunes de moins de 35 ans y représentent environ les deux tiers de la population, avec des situations quelquefois contrastées. On peut citer d'un côté la Mauritanie, où cette proportion atteint 74 %, et de l'autre les Émirats arabes unis et la Tunisie où cette proportion avoisine les 55 %. Le portrait démographique de l'Océan indien ressemble quelque peu à celui de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, avec, d'un côté, deux pays sur quatre où les jeunes de moins de 35 ans représentent 75 % ou plus de la population (Comores et Madagascar) et, de l'autre, deux pays où cette catégorie représente environ la moitié de la population (Maurice et Seychelles).

La situation est aussi contrastée en Asie, où la structure démographique des pays membres varie d'un pays à l'autre. En témoigne le cas du Laos, où les jeunes de moins de 35 ans représentent en 2015 bien plus que les deux tiers de la population (73 %), et celui de la Thaïlande, où ils représentent moins de la moitié de la population (45 %). En Europe de l'Ouest, on observe une certaine homogénéité au sein des pays membres, notamment là où le français est langue officielle. En effet, pour la

Belgique, le Luxembourg, la France et la Suisse, la proportion de jeunes de moins de 35 ans varie entre 40 et 45 %. Notons que l'Autriche et la Grèce se caractérisent par moins de 40 % de jeunes de moins de 35 ans dans leur population, de même que Chypre, où ceux-ci représentent presque la moitié de la population (49 %).

Chez les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, le portrait est aussi relativement homogène. À l'exception de l'Albanie où les jeunes de moins de 35 ans représentent plus de la moitié de la population (51 %), partout ailleurs les jeunes de ce groupe d'âge constituent moins de la moitié de la population.

À l'instar de l'Europe, l'Amérique francophone se caractérise aussi par une proportion relativement faible des jeunes de moins de 35 ans. Ces derniers représentent moins de la moitié de la population du Canada (43 %), du Québec (41 %) et du Nouveau-Brunswick (39 %). Le tout nouveau pays observateur qu'est le Mexique se distingue avec 62 % de sa population qui est âgée de moins de 35 ans. Les pays membres des Caraïbes présentent quant à eux un portrait qui se rapproche de celui du continent africain, notamment en Haïti, où les jeunes de moins de 35 ans représentent 71 %, et la République dominicaine, un État observateur de l'OIF, avec 64 %.

### **Poids démographique des jeunes de 15 à 34 ans dans les pays de la Francophonie**

Comme ce sont précisément les jeunes de 15 à 34 ans qui nous intéressent, il est pertinent de dresser un portrait spécifique de leur poids au sein de la population des États et gouvernements membres

et observateurs, et ce, afin de mieux apprécier les besoins actuels en matière d'éducation et d'emploi notamment, deux dimensions qui font l'objet des deux chapitres qui suivent.

La tranche d'âge des 15 à 34 ans représente environ le tiers de la population dans la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, d'Afrique subsaharienne, de l'Océan indien, des Caraïbes et d'Asie. Dans les États et gouvernements membres et observateurs de l'Europe de l'Ouest, de l'Europe centrale et orientale, de même qu'au Canada, la proportion des jeunes de 15 à 34 ans est environ du quart de la population (tableau 1).

L'espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan indien, d'Asie et des Caraïbes, pour lesquels les jeunes de 15 à 34 ans représentent environ le tiers de la population et, d'autre part, les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord (à l'exception du Mexique), bien engagés dans le processus de vieillissement démographique, mais dont les jeunes de 15 à 34 ans constituent néanmoins plus du quart de la population.

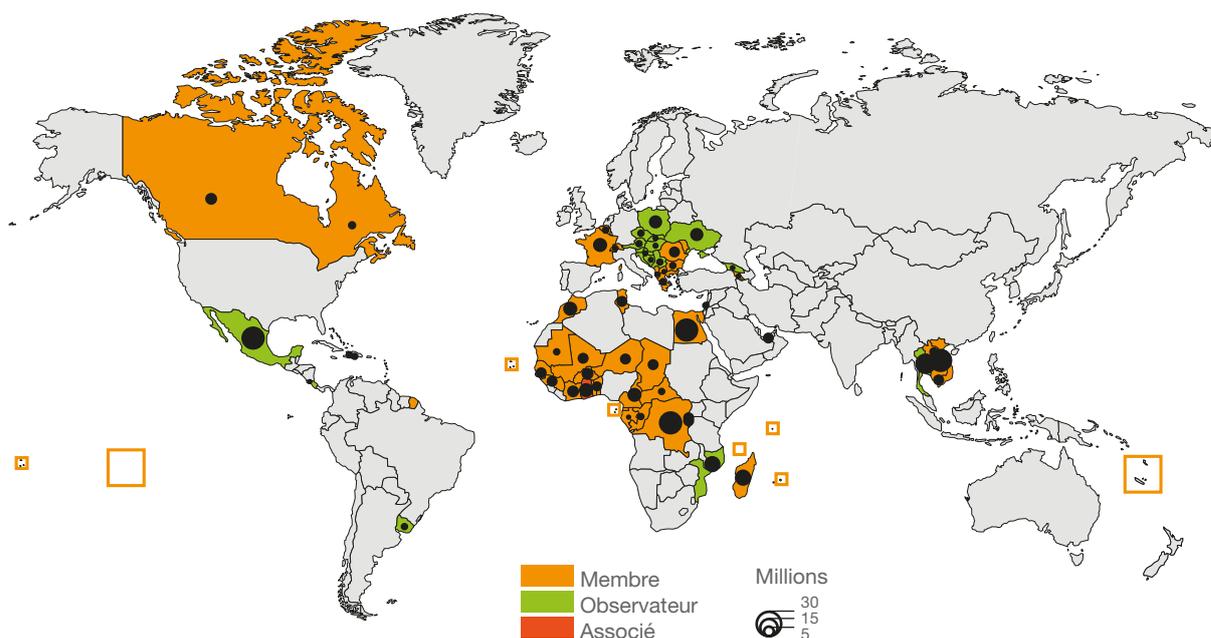
La carte 1 illustre bien les résultats obtenus concernant la taille des populations de jeunes de 15 à 34 ans dans les différents États et gouvernements de la Francophonie. C'est ainsi que les 370 millions de jeunes appartenant à ces pays se répartissent à travers cet espace francophone, en particulier dans les pays très peuplés comme le Mexique, le Vietnam, la République démocratique du Congo, l'Égypte, ainsi qu'en France pour l'Europe.

**Tableau 1. Aperçu du nombre de jeunes de 15 à 34 ans et de leur poids démographique dans quelques États et gouvernements membres de l'OIF**

État ou gouvernement membres de l'OIF	Nombre des jeunes de 15 à 34 ans (en milliers)	Proportion au sein de la population totale (%)
Rép. D. du Congo	25 266	33
France	15 350	24
Maroc	11 849	35
Canada	9 584	27
Madagascar	8 328	34
Sénégal	5 175	34
Belgique	2 760	24
Suisse	2 093	25
Liban	2 164	37
Mauritanie	1 388	34
Vanuatu	91	35

Source : ODSEF. Estimations obtenues des Nations unies (révision 2015), de Statistique Canada et de l'INSEE.

**Carte 1. Nombre de jeunes de 15 à 34 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie (2015)**



Sources : OIF (2015) et projections de population des Nations unies pour 2015.

## Proportion de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans

Si les pays de la Francophonie présentent des structures démographiques variées, comme nous venons de le voir, on sait qu'ils comptent également des proportions différentes de francophones. Nous avons ici emprunté la même démarche méthodologique pour la définition des francophones de 15 à 34 ans que celle utilisée dans l'ouvrage *La langue française dans le monde 2014* (OIF, 2014). Cette démarche permet de produire des estimations de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans pour 41 des 80 États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF.

Examinons d'abord les proportions de francophones chez les jeunes de 15 à 34 ans, sachant que celles-ci renseignent, entre autres, sur le niveau de pénétration du français parmi les jeunes et plus particulièrement dans les États membres où le français est aussi la langue officielle et d'enseignement, rendant ainsi compte des performances des systèmes d'éducation, question que nous abordons plus spécifiquement au chapitre suivant. Par ailleurs, soulignons que, pour chaque zone géographique, les chiffres méritent d'être analysés séparément car ils ne traduisent pas les mêmes réalités entre les pays membres où le français est la langue maternelle des locuteurs considérés comme francophones (Belgique, France, Québec, Suisse, Nouveau-Brunswick, Luxembourg, etc.), les pays où le français est langue officielle, mais souvent

seconde langue des locuteurs (particulièrement en Afrique) et les pays où le français a souvent le statut de langue étrangère (Europe de l'Est, Moyen-Orient, certains pays d'Afrique membres comme le Ghana, le Mozambique, le Cap-Vert, etc.).

L'analyse de la proportion de francophones parmi les jeunes de 15 à 34 ans montre une situation fort contrastée. D'abord en Afrique, dans les pays où le français a le statut de langue officielle, on observe une première catégorie de pays – la plupart d'Afrique centrale – où les francophones représentent plus des trois quarts de la population chez les jeunes : c'est le cas en République Démocratique du Congo (RDC) (77,9%), au Gabon (90,3%) et au Congo (90,4%).

Une deuxième catégorie regroupe des pays où la proportion de francophones parmi les jeunes représente entre la moitié et les deux tiers de la population jeune. C'est le cas notamment de pays comme le Sénégal (48,5%), la Côte d'Ivoire (52,2%), la Centrafrique (53,3%), le Bénin (57,7%), le Cameroun (61,4%) et le Togo (61,7%).

Un troisième sous-ensemble concerne notamment plusieurs pays du Sahel, où les francophones représentent entre 20 et 40% de la population des 15 à 34 ans. C'est le cas du Niger (22%), du Tchad (24%) et du Burkina Faso (39%). Il faut aussi noter les cas spécifiques du Burundi et du Rwanda, où les francophones représentent respectivement 17% et 11% des jeunes de ce groupe d'âge. Ce pourcen-

tage relativement faible peut s'expliquer en grande partie par le fait que ces deux pays comportent de très fortes proportions de leur population qui ont la même langue maternelle (respectivement le kirundi et le kinyarwanda), ainsi que par les efforts importants consentis dans l'alphabétisation en langues nationales dans l'enseignement, dans les médias et dans les sphères officielles de ces deux pays.

Par ailleurs, en Amérique du Nord, on note que c'est environ le tiers des jeunes Canadiens qui sont francophones (32 %). Cette proportion présente cependant de fortes variations entre le Québec, où le français est la langue officielle, et le Nouveau-Brunswick, où le français et l'anglais se partagent le statut de langue officielle. Ainsi, au Québec, c'est près de la quasi-totalité des jeunes de 15 à 34 ans (96 %) qui sont francophones, alors qu'au Nouveau-Brunswick, c'est près de la moitié des jeunes qui le sont (48 %). D'ailleurs, parmi tous les États et gouvernements membres, le Québec est l'un de ceux présentant la plus forte proportion de francophones au sein de sa population jeune.

Pour ce qui est des pays européens, on observe d'abord une catégorie de pays où c'est presque la quasi-totalité des jeunes qui sont francophones : en France d'abord (98 %), et au Luxembourg (96 %). On note ensuite le cas de pays comme la Belgique et la Suisse où le français cohabite avec d'autres langues officielles. Dans ces pays membres, la proportion de francophones parmi les jeunes reste relativement élevée, puisqu'elle dépasse les deux tiers (respectivement 77 % et 69 %).

La proportion de francophones parmi les jeunes dans certains pays européens où le français n'est pas la langue officielle est aussi intéressante à souligner, à l'exemple de l'Autriche, où les francophones représentent 13 % de la population jeune, de la Roumanie (11 %) et de Chypre (8 %).

En Océanie, il faut noter le cas du Vanuatu, où les francophones représentent 42 % de la population des 15 à 34 ans. Les données sur les francophones spécifiques au groupe d'âge des 15 à 34 ans ne sont malheureusement pas disponibles pour de nombreux pays, notamment pour les pays membres ou observateurs d'Asie comme le Vietnam et la Thaïlande.

### **Poids des jeunes francophones de 15 à 34 ans au sein de l'ensemble de la population francophone des pays**

Le poids des jeunes francophones au sein de l'ensemble de la population francophone est important dans la plupart des pays pour lesquels les informations sont disponibles. Comme on peut s'y attendre, la proportion de jeunes parmi les francophones correspond sensiblement au poids démographique

des jeunes dans les États et gouvernements où le français est largement répandu. C'est le cas de la France, du Québec et du Luxembourg.

Par ailleurs, plusieurs pays africains ont connu des investissements importants dans le domaine de l'éducation, et ces investissements ont bénéficié aux plus jeunes générations. Ce phénomène s'ajoute au poids démographique des jeunes, déjà très important dans ces pays. De ce fait, alors que les jeunes de 15 à 34 ans représentent autour du tiers de la population dans ces pays, les francophones de ce groupe d'âge représentent de 50 % à 60 % de l'ensemble de la population francophone au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, dans les deux Congo, en Côte d'Ivoire, au Gabon, au Mali, au Niger et au Togo. Au Tchad et en Centrafrique, les jeunes francophones de 15 à 34 ans représentent même les deux tiers des populations francophones de ces pays.

Au Burundi et au Rwanda, où seulement 17 % et 11 % des jeunes de 15 à 34 ans sont définis comme francophones, ces derniers constituent néanmoins près des trois quarts du total des francophones de ces pays. Le poids des jeunes francophones dans la population francophone totale est tout aussi important dans les pays membres et observateurs d'Europe centrale et orientale, où les francophones comptent souvent à peine pour le dixième de la population. Par exemple, en Bulgarie, à peine 3 % des jeunes de 15 à 34 ans sont francophones, mais ces derniers représentent plus du quart de la population francophone de ce pays (26 %). En Roumanie, seulement le dixième de la population jeune est considéré comme francophone, mais ces derniers représentent près du tiers de la population francophone de ce pays (30 %).

**Ce chapitre a d'abord mis en évidence l'importance du poids démographique des jeunes dans les pays membres et observateurs, tout particulièrement en Afrique, en Asie et dans les Caraïbes. Ce poids contraste avec celui que l'on observe dans les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les jeunes représentent en général moins de la moitié de la population. Partout, le poids démographique des jeunes au sein de la population demeure cependant important.**

**L'idée que l'avenir de la Francophonie repose sur sa jeunesse est plus que jamais illustrée par ces chiffres, qui montrent l'importance des jeunes au sein de la population totale comme au sein de la population dite francophone. Étant donné que, dans les pays africains, c'est la capacité à lire et à écrire le français qui détermine le statut de francophone d'une personne, cela marque bien l'importance de l'éducation de ces jeunes pour la Francophonie.**

## 2<sup>ème</sup> PARTIE

# ÉDUCATION

Les données sur l'éducation proviennent principalement de l'Institut de la statistique de l'UNESCO, qui recueille des statistiques relatives à l'éducation auprès des sources administratives officielles et notamment pour les différents pays membres de la Francophonie. Ces données ont été complétées, pour le Canada et le Québec, par celles fournies par Statistique Canada et par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Les indicateurs retenus portent sur les taux de scolarisation des jeunes dans les pays membres et observateurs, sur la parité entre les sexes dans l'accès aux différents niveaux scolaires et sur les performances scolaires (réussite, redoublements et diplomation) et les domaines de diplomation (voir tableaux détaillés en annexe).

### \_\_Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation (TBS) donne un aperçu du niveau général de participation à un niveau de scolarisation donné. Ce taux s'obtient en divisant le nombre d'élèves (ou étudiants) inscrits à un niveau d'enseignement, quel que soit leur âge, par la population ayant l'âge officiel de scolarisation du même niveau d'éducation. Le TBS permet donc d'apprécier la capacité du système éducatif des pays à inscrire leurs jeunes à chaque niveau d'enseignement.

### \_\_Taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire

L'examen du TBS au secondaire selon les plus récentes données montre des inégalités très importantes, qui nous permettent de regrouper les États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF en trois groupes : ceux d'Afrique subsaharienne où ce taux est en général très faible, certains de l'Océan indien, des Caraïbes et du Moyen-Orient où il est relativement élevé et enfin ceux d'Europe de l'Ouest et d'Europe centrale et orientale et ceux de l'Amérique du Nord où la scolarisation est généralisée. Dans le premier cas, on retrouve des pays comme le Niger (16 %), la République centrafricaine (18 %), le Tchad (23 %) et le Rwanda (32 %); dans le deuxième cas, des pays comme les Comores (74 %), le Liban (74 %) et la République dominicaine (76 %); dans le troisième cas, des pays comme le Canada, la Belgique et la France dont les TBS dépassent les 100 %.

### \_\_Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement secondaire

Le taux brut de diplômés (TBD) est un indicateur qui désigne le nombre de diplômés, quel que soit leur âge, dans un niveau ou un programme, exprimé en pourcentage de la population ayant l'âge officiel d'obtention du diplôme à ce niveau ou programme. Peu de pays ont des données disponibles sur les TBD pour le secondaire.

Là où ces données sont disponibles, on observe que le taux brut de diplômés est particulièrement faible dans les pays membres d'Afrique et de l'Océan indien. La proportion de diplômés tourne autour du quart de la population totale visée. À l'intérieur de cet ensemble, il existe toutefois quelques contrastes. En premier lieu, on observe des pays où le TBD au secondaire est particulièrement alarmant, à l'exemple de la Centrafrique, du Niger et du Burundi, où ce taux tourne autour de 10 %. On observe ensuite quelques pays où le TBD au secondaire varie entre le quart et le tiers des jeunes concernés à ce niveau de scolarisation (Rwanda, Comores, Bénin, Cameroun). Cette situation globale contraste aussi avec celle des pays membres d'Afrique du Nord, où le TBD au secondaire se situe autour de la moitié des jeunes concernés (50 %), et surtout celle de pays membres de l'Océan indien comme Maurice et Seychelles où le TBD atteint respectivement 89,9 % et 104,4 %<sup>6</sup>.

### — Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur

Le TBS au supérieur révèle une situation également fort contrastée entre les pays membres et observateurs d'Afrique, où ce taux atteint rarement 10 %, et les États et gouvernements membres et observateurs d'Europe et d'Amérique du Nord, où il dépasse en général 50 %. Entre les deux pôles se trouvent quelques pays du Moyen-Orient (Liban) et de l'Océan indien (Maurice), où les TBS au supérieur approchent les 50 % des effectifs pour l'année considérée (2012).

Les quelques exemples suivants révèlent les fortes inégalités d'accès à l'enseignement supérieur dans la Francophonie.

- TBS au supérieur très faible : pays membres d'Afrique, où en général il n'atteint pas 5 % à l'image du Niger (1,8 %), de la Côte d'Ivoire (4,5 %) ou du Burkina Faso (4,6 %).
- TBS au supérieur relativement élevé : certains pays membres de l'Océan indien (Maurice avec 40 %) et du Moyen-Orient (Liban avec 46 %).
- TBS au supérieur élevé : pays membres d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord, à l'exemple de la Suisse (56 %), de la France (58 %) et du Canada (59 %).
- TBS au supérieur très élevé : pays observateurs d'Europe de l'Est, à l'exemple de l'Estonie (77 %), de l'Ukraine (80 %) et de la Slovaquie (86 %).

On peut donc retenir que les défis de l'enseignement supérieur sont particulièrement importants pour la plupart des pays membres et observateurs d'Afrique subsaharienne, où l'éducation universitaire demeure encore réservée à une petite fraction des jeunes. En effet, la très grande majorité des pays africains pour lesquels des données sont disponibles enregistrent un TBS au supérieur souvent bien en deçà de 10 %. C'est dire aussi combien les écarts d'accès à l'éducation au niveau universitaire demeurent encore importants entre les différentes régions de l'espace francophone.

### — Taux de redoublement

Dès leur entrée dans le système d'enseignement secondaire, les jeunes francophones de 15 ans et plus sont exposés à des taux d'échec scolaire (redoublement) relativement élevés. Si on se réfère aux statistiques de l'UNESCO sur le taux de redoublement en 3<sup>e</sup> année du secondaire, où l'entrée correspond à peu près aux jeunes de 15 ans, on remarque qu'entre le cinquième et le quart des jeunes sont victimes de redoublement. C'est particulièrement le cas dans les pays d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (23 %), le Burundi (25 %) et le Togo (28 %) et dans les pays du Maghreb, à l'image du Maroc (29 %). Le phénomène de redoublement concerne aussi des pays européens comme le Luxembourg, où il touche 17 % des jeunes en 3<sup>e</sup> année du secondaire. Il demeure toutefois en général très faible dans la plupart des pays membres et observateurs de l'Europe, à l'image de la France (3 %), de la Suisse (2 %) et de la Slovaquie (0,1 %). Certains pays membres d'Afrique et du Moyen-Orient se distinguent par un taux de redoublement relativement faible. On peut citer par exemple le Rwanda (1,4 %) et le Qatar (0,3 %).

Les taux de redoublement élevés observés dans les pays d'Afrique, s'ils constituent avant tout un défi pour les jeunes et leurs familles, remettent aussi en question les conditions d'enseignement. En effet, l'échec de l'élève signifie aussi l'échec de l'école à lui transmettre les connaissances nécessaires à la progression en classe supérieure. Le redoublement est d'autant plus préoccupant qu'il est un facteur de démotivation et d'abandon scolaire qui a des effets négatifs sur la probabilité des jeunes d'achever leur cycle de formation et d'obtenir un diplôme.

### — Taux brut de diplômés (TBD) de l'enseignement supérieur

L'indicateur du taux brut de diplômés (TBD) retenu ici est le taux de diplômés à « l'enseignement supérieur de cycle court » (niveau 5 de la CITE) qui permet d'avoir un peu plus de données pour les pays membres et de tenir compte de la diversité des cycles (général, technique, etc.). Les données disponibles montrent un très faible pourcentage de diplômés dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, où le TBD au supérieur n'atteint

<sup>6</sup> Pour l'Europe et l'Amérique du Nord, les données sont calculées autrement, plus souvent sur la base des taux nets de scolarisation. Elles sont donc peu comparables aux données présentées ici et montrent en général des taux de diplômés de l'enseignement secondaire dépassant les neuf dixièmes de la population, comme dans les pays membres de l'Océan indien cités plus haut.

5 % dans aucun des pays pour lesquels les données sont disponibles : Burkina Faso, Burundi, Centrafrique, Tchad, Djibouti, Madagascar.

Cette situation contraste avec celle des pays membres d'Europe et d'Amérique du Nord, où les pourcentages varient entre le cinquième et un peu plus du tiers de la population, à l'image de la Belgique (19 %), de la Suisse (29 %), de la France (36 %) et du Canada (35 %).

Entre les deux pôles se trouvent quelques pays membres de l'Océan indien (Maurice), du Moyen-Orient (Égypte, Liban), où le TBS varie entre le cinquième et un peu plus du quart des jeunes ciblés à ce niveau de diplomation.

### \_\_Indice de parité entre les sexes (IPS)

L'indice de parité entre les sexes (IPS) mesure les progrès accomplis sur la voie de la parité entre genres en matière de scolarisation et démontre les opportunités d'apprentissage ouvertes aux filles par rapport aux garçons. Un indice égal à 1 indique une parfaite égalité entre filles et garçons. Des valeurs d'indice inférieures à 1 témoignent d'une inégalité aux dépens des filles et des valeurs supérieures à 1 reflètent une surreprésentation des filles par rapport aux garçons. Cet indicateur est pertinent pour mesurer les progrès accomplis et ceux qui restent à faire pour assurer aux jeunes filles un égal accès à l'éducation. Il permet aussi de comparer les pays sur le chemin qui leur reste à accomplir pour arriver à une telle égalité.

### \_\_Indice de parité entre les sexes au secondaire

L'analyse de l'IPS pour le TBS au secondaire montre trois cas de figure au sein de l'espace francophone. Le premier est celui des pays membres qui accusent des retards importants en matière de parité entre les sexes aux dépens des filles. On retrouve dans cette situation essentiellement des pays d'Afrique subsaharienne, avec un indice de parité variant entre 0,3 et 0,6. C'est le cas du Burkina Faso, du Burundi, de la Centrafrique, du Tchad, du Congo, de la RDC et du Niger.

Le deuxième cas de figure est celui de pays où la parité n'est pas encore totalement atteinte, mais où les écarts sont assez faibles. Dans ce cas, l'indice tend à varier entre 0,7 à 0,9. On y trouve certains pays d'Afrique subsaharienne (le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Rwanda, le Sénégal), d'Afrique du Nord (le Maroc), de l'Océan indien (Madagascar) et de l'Océanie (Vanuatu).

Le troisième cas de figure regroupe les pays où la parité est atteinte (indice autour de 1), voire même inversée à l'avantage des filles (indice supérieur à 1). Dans cette catégorie, nous retrouvons certains États et gouvernements de l'Océan indien (Maurice, Sao Tomé-et-Principe), d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Égypte, Tunisie, Liban), de l'Amérique du Nord (Canada, Québec<sup>7</sup>) et de l'Europe (Belgique, France).

### \_\_Indice de parité entre les sexes au supérieur

Les pays qui accusent le plus d'inégalités entre garçons et filles dans l'accès au secondaire connaissent des inégalités tout aussi importantes entre les deux sexes au niveau de l'enseignement supérieur (tableau 2). Les données, quoique plus rares que pour le secondaire, montrent aussi trois cas de figure. Le premier est celui des pays où les écarts entre garçons et filles dans l'accès au supérieur sont encore importants à l'avantage des premiers. On y trouve essentiellement des pays d'Afrique, avec un indice IPS inférieur à 0,5, à l'image du Togo, de la Guinée, du Niger, du Mali et de la Mauritanie. Le deuxième cas de figure est celui de pays à faibles écarts et pour lesquels on peut penser qu'une égalité se produira dans les prochaines années. On y trouve encore certains pays d'Afrique (le Rwanda, la Côte d'Ivoire), d'Océan indien (les Comores, Madagascar) et d'Asie (Cambodge), qui affichent un IPS au supérieur compris entre 0,6 et 0,9. Le troisième cas de figure est celui de pays où la parité entre les sexes

<sup>7</sup> L'ISQ utilise les données du Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) qui calcule pour 2009-2010 un taux de scolarisation chez les 15 ans de 95,6 % chez les filles et 95,3 % chez les garçons (ISQ, 2014, p. 89, Tableau 3.2).

**Tableau 2. Aperçu de l'indice de parité entre les sexes du taux brut de scolarisation au supérieur pour quelques pays répartis en trois grandes catégories**

Pays accusant un retard		Pays en voie de rattrapage		Pays ayant comblé le retard	
Niger	0,3	Cameroun	0,7	Suisse	1,0
Togo	0,3	Rwanda	0,8	Liban	1,1
Guinée	0,4	Comores	0,8	Belgique	1,3
Mali	0,4	Madagascar	0,9	Maurice	1,3
Mauritanie	0,4	Sao Tomé-et-Principe	0,9	Tunisie	1,6

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO (ISU).

est atteinte (indice égal à 1) et où l'on observe parfois une surreprésentation des filles. C'est le cas de certains pays membres de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (Tunisie, Liban), d'Europe (Belgique, France, Suisse) et d'Amérique (Mexique, Costa Rica, Canada).

L'indice de parité entre les sexes révèle donc, dans plusieurs pays francophones d'Afrique, la persistance d'inégalités importantes dans l'accès des filles à l'éducation, tant au secondaire qu'au supérieur. En Afrique, bien que les inégalités soient encore importantes dans beaucoup de pays membres, les écarts semblent se réduire, comme on a pu l'observer pour plusieurs pays pour lesquels l'IPS au niveau du secondaire se situe entre 0,7 et 0,9. Au niveau supérieur, les inégalités semblent plus importantes et plus généralisées sur ce continent. Quant aux pays membres où ces inégalités aux dépens des filles ont disparu et où émerge même une tendance à la sous-représentation des garçons, tant au secondaire qu'au supérieur, il faut se demander si cette inversion n'est pas un indicateur des phénomènes d'échec et de décrochage scolaire qui ont tendance à toucher davantage les garçons que les filles.

### **Répartition des diplômés de l'enseignement supérieur par domaine de formation**

Les dernières données disponibles sur la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur montrent une forte concentration de diplomation dans les domaines des sciences sociales, du commerce et du droit, et ce, particulièrement dans les pays membres d'Afrique subsaharienne, d'Océan indien et de l'Europe de l'Ouest.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, c'est entre le tiers et les deux tiers des diplômés qui sont en sciences sociales, en commerce et en droit. Cette proportion de diplômés dans ce domaine varie de 30 à 40 % dans des pays membres comme le Tchad, le Niger et le Burundi, pour atteindre plus de 40 à 60 % au Burkina Faso, au Bénin, au Rwanda et au Cameroun. Il en est ainsi aussi dans les pays membres de l'Océan indien, où près de la moitié ou plus des diplômés étaient concentrés dans ce domaine aux Comores (49 %) et à Madagascar (56 %). La concentration des diplômés dans ce domaine était aussi importante chez les pays membres d'Asie, avec des variations du tiers, comme le Vietnam (34 %), aux deux tiers comme le Cambodge (66 %).

Dans les pays d'Europe de l'Ouest, c'est autour du tiers des diplômés (30 à 40 %) qui relèvent des sciences sociales, du commerce et du droit. C'est le cas des pays comme l'Autriche, la Belgique, la Grèce et la Suisse, alors que cette proportion se rapproche des 50 % pour la France, le Luxembourg et Chypre. Au Canada, c'est le tiers des étudiants

qui sont diplômés dans ces domaines alors que la proportion atteint ou excède 40 % au Costa Rica, en Uruguay et au Mexique.

Après les sciences sociales, le commerce et le droit, dans les pays membres d'Afrique du Nord et subsaharienne, ce sont les sciences qui semblent attirer le plus de diplômés, suivies du secteur de l'ingénierie et de la transformation. Dans les pays membres d'Afrique du Nord, c'est autour du cinquième des diplômés qui appartiennent à ces deux domaines, tandis qu'en Afrique subsaharienne on note des proportions plus faibles de diplômés en ingénierie et transformation. Le pourcentage de diplômés ne dépasse pas 5 % dans deux pays sur les huit pour lesquels les données sont disponibles, et il n'atteint 10 % que dans deux autres pays, soit au Rwanda (11 %) et à Djibouti (19 %).

Le domaine de l'agriculture semble celui qui concentre le moins de diplômés, et ce, particulièrement en Afrique subsaharienne, où le pourcentage de diplômés n'atteint même pas 10 % dans six des huit pays pour lesquels les données sont disponibles. Dans des pays comme le Bénin, le Burkina Faso et le Cameroun, on compte d'ailleurs moins de 1 % de diplômés de l'enseignement supérieur dans ce domaine. Dans les pays membres d'Afrique du Nord aussi, on compte moins de 2 % de diplômés en agriculture, une situation également observée à Madagascar.

#### **L'examen des données sur l'éducation montre une situation extrêmement contrastée.**

**Pour les États et gouvernements membres d'Europe et d'Amérique du Nord, d'énormes progrès ont été accomplis en matière de scolarisation, de diplomation des jeunes au secondaire et d'accès des filles à l'éducation. Alors que la situation dans les pays membres d'Afrique du Nord et de l'Océan indien semble s'améliorer, on observe que beaucoup de progrès restent encore à accomplir pour les pays membres d'Afrique subsaharienne. Les taux de redoublement élevés dans plusieurs pays demandent un examen plus poussé des données pour comprendre les facteurs favorisant l'échec scolaire.**

**Pour ce qui est de la répartition des diplômés de l'enseignement supérieur entre les différents domaines, on observe une grande concentration des diplômés en sciences sociales, en commerce et en droit dans tous les pays. Pour la plupart des membres d'Europe et d'Amérique, l'ingénierie et la transformation arrivent en deuxième position, alors que pour les membres d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, ce sont généralement les sciences. Dans les pays d'Afrique subsaharienne, on observe souvent de faibles taux de diplômés en ingénierie.**

## 3<sup>ème</sup> PARTIE

# EMPLOI ET MARCHÉ DU TRAVAIL

Les chiffres utilisés dans ce chapitre proviennent de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui, en plus de ses propres données et projections (Laborstat), utilise les données de l'OCDE, de la Banque mondiale et des offices nationaux de la statistique de ses pays membres (voir tableaux détaillés en annexe). Nous avons aussi utilisé les données de la Banque mondiale, de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (les sources sont alors spécifiées dans chacun des cas). Ces données montrent que, dans la plupart des pays membres, le chômage des jeunes est un phénomène qui sévit avec ampleur et persistance. Aussi bien pour les pays membres à économies dites développées que ceux à économies dites en développement, des taux de chômage à deux chiffres frappent les jeunes plus que toutes les autres catégories.

### — Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans

Les derniers chiffres recueillis par l'OIT (Laborstat) montrent que dans les pays membres de la Francophonie, c'est environ un jeune de 15 à 24 ans sur quatre qui est au chômage<sup>3</sup>. Aussi bien les jeunes des pays à économies développées que ceux vivant dans les pays à économie moins développée sont frappés de plein fouet par le phénomène du chômage. Dans les pays francophones à économie développée comme le Canada, la

Belgique et la France, le chômage touche environ un cinquième des jeunes de 15 à 24 ans (respectivement 15 %, 22 %, et 23 %).

Dans les pays membres d'Afrique du Nord, le taux de chômage des jeunes est aussi très élevé, puisqu'il touche entre le cinquième et près du tiers des jeunes de 15 à 24 ans au Maroc, en Égypte et en Tunisie (respectivement 22 %, 25 % et 31 %). Le taux de chômage chez les jeunes est tout aussi élevé, voire plus, dans certains pays membres d'Afrique subsaharienne atteignant 41 % au Cap-Vert et au Gabon de même qu'à Sainte-Lucie dans les Caraïbes.

C'est en Amérique du Nord que le chômage des jeunes semble de moindre ampleur (15 % au Canada et 9 % au Mexique) et ceux d'Asie où les taux sont en dessous de 5 % au Cambodge, en Thaïlande et au Vietnam. Pour les pays d'Afrique subsaharienne, il importe de noter que le chômage semble dans plusieurs cas sous-estimé, ce qui est

<sup>3</sup> Bien que l'âge de 15 ans paraisse trop jeune, il permet de respecter la définition internationale adoptée depuis 1982 par le Bureau international du travail, qui considère comme chômeur une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) et répondant simultanément aux trois critères suivants : 1) être sans emploi, 2) être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours et 3) avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois. Les jeunes non disponibles pour occuper un emploi pour des raisons de scolarisation sont donc exclus d'office de la population au chômage.

tout aussi inquiétant. Ainsi, le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans était estimé à moins de 5 % pour plusieurs pays, dont le Bénin, le Burundi, le Burkina Faso, Madagascar et le Niger.

### **Ratio du taux de chômage des jeunes comparé à celui des adultes**

Le ratio du taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes de 25 ans et plus permet de mesurer l'ampleur de ce phénomène, qui frappe davantage les jeunes<sup>6</sup>. Cette surexposition des jeunes au chômage semble plus forte dans trois cas de figure : les pays membres et observateurs d'Asie, où dans certains cas les jeunes de 15 à 24 ans sont quatre fois plus exposés au chômage que les adultes (c'est le cas au Laos et en Thaïlande, où les jeunes sont respectivement 5,6 fois et 6,1 fois plus exposés), les pays membres de l'Océan indien comme Sao Tomé-et-Principe ou Maurice (5 à 4 fois dans ces pays) et les pays membres d'Afrique du Nord comme le Maroc, la Tunisie et l'Égypte, où les jeunes sont 3 à 5 fois plus exposés que les adultes au chômage.

Dans les pays membres d'Europe de l'Ouest et au Canada, les jeunes sont 2 à 3 fois plus exposés au chômage que ceux de 25 ans et plus, tout comme dans les pays membres d'Afrique subsaharienne.

### **Poids des jeunes dans la population totale au chômage**

Cet indicateur permet d'apprécier la part réelle des jeunes dans la population totale au chômage et atténue les biais liés à la sous-estimation du phénomène de chômage, fréquente comme on l'a rappelé plus tôt. Ainsi, quel que soit le niveau de sous-estimation du chômage, on constate que les jeunes de 15 à 24 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population totale au chômage dans les pays d'Afrique du Nord comme le Maroc (41 %) et l'Égypte (63 %), ceux d'Afrique subsaharienne comme le Burkina Faso (53 %), le Niger (64 %) ou le Cap-Vert (66 %) et ceux de l'Asie comme le Vietnam (46 %) et le Laos (57 %).

Les pays membres de l'Europe ne sont pas en reste puisque les mêmes données montrent que les jeunes de 15 à 24 ans représentent le quart de la population totale au chômage dans les pays comme la France (25 %), la Belgique (24 %) et la Suisse (23 %).

De plus, même dans les contextes où le chômage semble faible, les jeunes restent particulièrement exposés sitôt qu'on s'intéresse à leur poids au sein de la population totale au chômage. À titre d'exemple, alors que le Canada est l'un des pays membres où le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est le moins élevé (15 %), rapporté à la population totale des chômeurs, ces jeunes constituent néanmoins plus du quart (29 %) de la population au chômage. Au Vietnam, les mêmes données estiment le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans à 5 %, mais rapporté à la population totale des chômeurs, ils représentent près de la moitié des chômeurs (46 %). Au Maroc, le taux de chômage des jeunes, estimé à 22 %, alors qu'à la même période, les jeunes de 15-24 ans représentaient 41 % de la population totale au chômage. C'est aussi le même phénomène que montrent les données sur les pays africains présentés dans ce chapitre. Alors que le chômage des jeunes est très sous-estimé dans des pays comme le Burkina Faso et le Niger (moins de 5 % dans ce pays), les jeunes forment plus de la moitié de la population au chômage, soit respectivement 53 % et 64 %.

**Le taux de chômage des jeunes demeure très élevé dans la plupart des pays membres, presque indépendamment des niveaux d'économie et des zones géographiques. Il semble toucher aussi bien les filles que les garçons, avec toutefois des écarts plus accentués dans certains pays, où ce sont les filles qui sont les plus exposées.**

**Dans plusieurs pays membres d'Afrique, il se produit un phénomène de sous-estimation du chômage des jeunes, qui peut être tout aussi inquiétant que le chômage lui-même.**

**En attendant l'amélioration des méthodes de collecte, les indicateurs présentés tels que le ratio du chômage des jeunes sur celui des adultes ou le poids des jeunes dans la population totale au chômage montrent que, même là où le taux de chômage des jeunes est sous-estimé et là où il semble relativement faible (comme au Canada et au Vietnam), les jeunes forment une grande partie de la population totale au chômage et sont dans bien des cas au moins deux fois plus exposés au chômage que les plus âgés.**

<sup>6</sup> Il est important de noter que les adultes sont ici les personnes de 25 ans et plus. Le taux calculé englobe donc en partie les populations considérées comme jeunes dans cette étude.

## 4<sup>ème</sup> PARTIE

# INFORMATION, COMMUNICATION ET NUMÉRIQUE

La connaissance des moyens utilisés par les jeunes pour accéder à l'information est importante, puisqu'elle conditionne l'efficacité des stratégies de communication qui sont mises place en vue de les rejoindre en matière de sensibilisation et de politiques publiques dans les domaines de la santé et de l'éducation, entre autres. Aussi, à l'heure où le numérique envahit toutes les sphères de la vie (communication, éducation, travail, culture, consommation, etc.), il est essentiel de faire l'état des lieux de l'accès des jeunes à ces nouvelles technologies dans l'espace francophone. C'est tout particulièrement le cas dans le contexte africain, où les nouvelles technologies sont en train de créer une nouvelle catégorie d'illettrés appelée communément « analphabètes numériques ». Les données recueillies sur ce thème proviennent de l'Union internationale des télécommunications (UIT), de l'Enquête sociale européenne (ESS), de l'Afrobaromètre, du vaste programme d'Enquêtes démographiques et de santé (EDS), de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) (voir tableaux détaillés en annexe).

L'accès aux moyens d'information et de communication, notamment dans leur format numérique, constitue un enjeu pour les jeunes francophones, tout particulièrement dans les pays moins développés où peu de foyers ont accès aux nouvelles technologies de l'information. Après la présentation de l'état des lieux touchant l'accès aux technolo-

gies d'information et de communication (TIC) pour l'ensemble des États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF, une seconde partie est consacrée au cas des jeunes des pays francophones du Sud où cet accès constitue un grand défi.

### — Accès au numérique (ordinateur et Internet)

L'accès des jeunes aux TIC dépend d'abord de l'accessibilité de ces technologies dans les pays où ils vivent et dans les foyers où ils habitent. Avant même l'usage d'Internet ou des réseaux sociaux, l'accessibilité à un ordinateur chez les jeunes est un indicateur de haute importance, puisqu'il s'agit de l'outil numérique par excellence qui sert aujourd'hui aussi bien pour la communication et l'éducation que pour l'emploi. De plus, l'éducation aux technologies numériques doit se faire de plus en plus tôt pour qu'entre 15 et 34 ans les jeunes puissent utiliser pleinement les opportunités qu'offre chacune de ces technologies, d'où l'importance que les jeunes se familiarisent avec l'ordinateur.

### — Accès à l'ordinateur dans les foyers francophones

En ce qui a trait à la disponibilité des moyens de communication, et tout particulièrement à l'ordinateur, les pays francophones d'Afrique subsaharienne accusent des retards importants. Dans les

deux tiers des pays pour lesquels des données ont pu être colligées (12 pays sur 18), moins de 5 % des foyers possèdent un ordinateur. Dans plus de la moitié de ces pays (dans sept pays sur douze), c'est moins de 2 % des foyers qui disposent d'un ordinateur au foyer. Ces pays sont le Burundi, le Tchad, le Congo, la Côte d'Ivoire, la Guinée, Madagascar et le Niger.

À l'opposé de ces pays d'Afrique subsaharienne, les pays membres d'Europe et le Canada comptent en moyenne entre 80 et 90 % des foyers disposant d'un ordinateur. Entre ces deux extrêmes, dans certains pays membres d'Afrique du Nord (Tunisie, Égypte, Maroc) et de l'Océan indien (Maurice, Seychelles), on estime qu'entre 20 et 45 % des foyers possèdent un ordinateur.

C'est donc dire que la fracture numérique au sein des pays membres de la Francophonie commence à se dessiner très tôt, dès l'accès des foyers à l'ordinateur, avec au bas de l'échelle les pays francophones d'Afrique subsaharienne où, en général, moins de 5 % des foyers disposent d'un ordinateur.

En Europe, les pays d'Europe centrale et orientale disposent, dans de moins grandes proportions, de foyers possédant un ordinateur (50 à 70 %) comparativement aux pays d'Europe de l'Ouest comme la Belgique, la France, le Luxembourg, la Suisse où les proportions atteignent plus de 80 %.

### — Accès à Internet dans les foyers francophones

Dans 15 des 18 pays d'Afrique subsaharienne pour lesquels des données ont pu être recueillies, ce sont 2 % et moins des foyers qui ont accès à Internet. Les trois cas d'exception sont le Cap-Vert (20 %), le Gabon (6 %) et le Sénégal (5 %). Ainsi, la grande majorité des foyers dotés d'un ordinateur ne sont pas branchés à Internet. Par exemple, au Cameroun, 7,2 % des foyers disposent d'un ordinateur à la maison alors qu'ils ne sont que 2 % à avoir Internet à la maison. À Djibouti, ce sont 13 % des foyers qui disposent d'un ordinateur alors que seulement 1,7 % ont une connexion Internet à la maison.

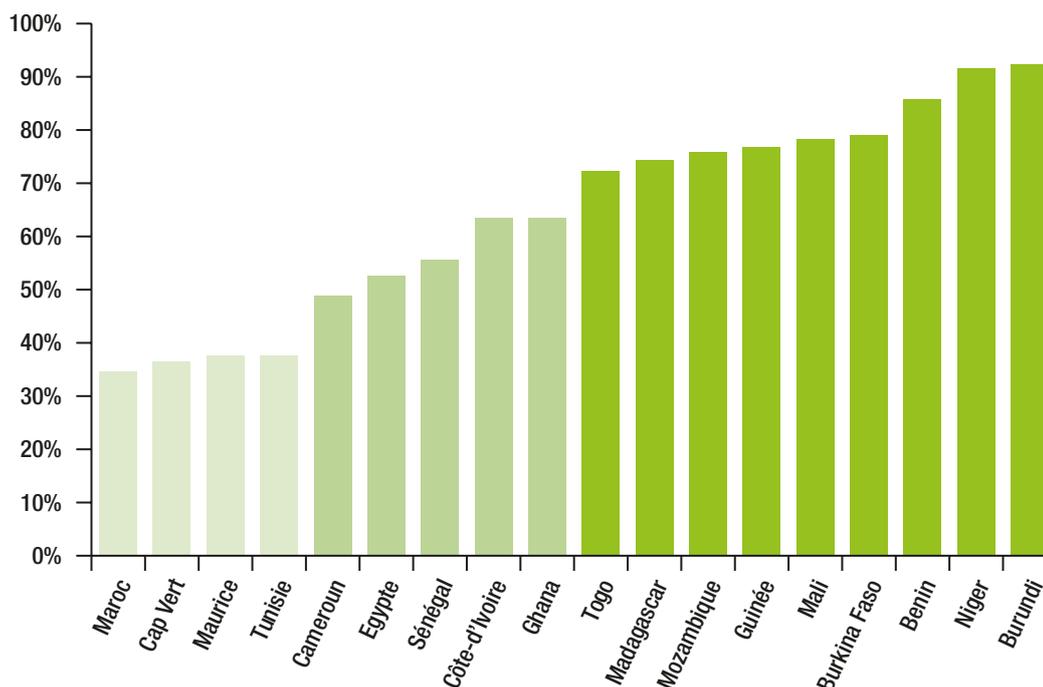
Le Luxembourg se hisse au premier rang des États membres et observateurs de la Francophonie pour la disponibilité de l'Internet dans les foyers (93 %), suivi du Canada, et de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Ouest au sein desquels plus de 4 foyers sur 5 sont branchés à Internet. Dans les pays francophones du Sud, seuls quelques pays d'Afrique du Nord et Moyen-Orient (Liban, Maroc et Égypte) et de l'Océan indien (Maurice et Seychelles) semblent demeurer dans la course au numérique avec, dans chacun de ces pays, plus du tiers des foyers qui sont branchés à Internet.

Si, dans la Francophonie européenne et nord-américaine, l'accès des jeunes au numérique ne constitue pas une préoccupation en raison de la présence d'ordinateurs et d'Internet dans la majorité des foyers, dans le reste de la Francophonie, et particulièrement en Afrique, la fracture numérique est très importante. La forte proportion de foyers sans ordinateur et sans Internet à la maison se traduit ainsi par un accès très limité des jeunes à des outils de communication et d'information qui sont désormais incontournables. Pour cette raison, la prochaine section sera uniquement consacrée aux régions où l'accès au numérique dans les foyers accuse un retard.

### — Fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans en Afrique

Les données d'Afrobaromètre indiquent la fréquence d'utilisation des jeunes de 15 à 29 ans à Internet et illustrent, pour l'essentiel, les tendances observées plus haut concernant l'accès des foyers francophones à Internet (figure 1). Ainsi, dans la moitié des pays francophones d'Afrique (9 sur 18) pour lesquels des données ont été colligées, ce sont au moins 75 % des jeunes de 15 à 29 ans qui affirment n'avoir jamais accès à Internet. Ces chiffres dépassent même les 90 % au Niger et au Burundi. Pour près du tiers de ces pays (5 sur 18), c'est entre la moitié et les deux tiers des jeunes qui affirment ne jamais utiliser Internet.

**Figure 1. Proportion de jeunes (15 à 29 ans) ayant répondu « jamais » à la question : « À quelle fréquence avez-vous accès à Internet? »**



Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014.

L'accès à Internet est si limité que même dans les pays africains membres de la Francophonie où l'accessibilité est la plus grande, ce sont tout de même le tiers des jeunes qui n'ont jamais accès à Internet (34 % au Maroc, et 38 % en Tunisie et à Maurice)

Quant à l'accès quotidien à Internet, on note, une proportion significative de jeunes en Tunisie et à Maurice : 47 % des jeunes Mauriciens et 41 % des jeunes Tunisiens déclarent avoir accès à Internet chaque jour. Des données collectées plus récemment devraient être disponibles sous peu afin de mettre à jour ce portrait de l'utilisation d'Internet chez les jeunes.

**L'analyse de l'accès au numérique des jeunes révèle d'importants écarts séparant, d'une part, les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie d'Europe et de l'Amérique du Nord et, d'autre part, ceux d'Afrique et de l'Océan indien. Ces écarts montrent que la question de la fracture numérique est vraiment d'actualité. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien sont en train de réduire les écarts, en Afrique subsaharienne, le faible pourcentage de foyers francophones disposant d'un ordinateur, auquel s'ajoute la faible fréquence d'utilisation d'Internet par les jeunes de ces pays, montre l'urgence d'agir.**

## 5<sup>ème</sup> PARTIE

# MARIAGE ET PROJETS FAMILIAUX

Les données de ce chapitre sont tirées de la base de données de la Division des statistiques des Nations unies ainsi que du vaste programme d'Enquêtes démographiques et de santé (EDS) qui permettent d'obtenir des statistiques sur la nuptialité et la fécondité chez les jeunes ainsi que sur les intentions de fécondité. Ces sources ont été complétées par les données de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec pour l'Amérique du Nord. Les aspirations des jeunes sont analysées ici par le biais de la nuptialité, des taux de fécondité et de la taille idéale de la famille (voir tableaux détaillés en annexe).

### **Proportions de jeunes femmes mariées par tranche d'âge**

Si on se réfère aux données compilées par la Division de la statistique des Nations unies de 2011 (voir Nations unies, 2011, note méthodologique), on constate qu'à l'instar des autres pays du monde, dans la majorité des pays francophones, l'âge légal au mariage se situe autour de 18 ans. Dans quelques cas, les jeunes peuvent se marier légalement aussi précocement qu'à l'âge de 15-16 ans, et le font souvent dans les faits. Citons par exemple Andorre (16 ans), le Cameroun, le Tchad, la RDC, le Mali et le Niger (15 ans) et la Guinée équatoriale (12 ans). L'entrée précoce des femmes dans la vie conjugale les expose davantage aux risques d'abandon scolaire et de mortalité maternelle et infantile.

Si l'âge légal au mariage présente peu de différences selon les pays ou selon le sexe, les proportions de jeunes femmes effectivement mariées varient, elles, considérablement. Dans les pays francophones d'Europe de l'Ouest (Belgique, France, Luxembourg, Suisse) et d'Amérique du Nord (Canada, Nouveau-Brunswick, Québec), la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans est très faible (en général moins de 1 %). En Europe centrale et orientale, ces proportions oscillent entre 4 et 8 % pour la plupart des pays membres et observateurs.

En Asie, ces proportions sont de l'ordre de 10 %, comme au Vietnam et en Thaïlande, de même que dans certains pays d'Afrique du Nord, comme au Maroc et en Égypte. Les proportions les plus élevées de jeunes filles mariées à 15-19 ans se trouvent au sein des pays membres d'Afrique subsaharienne et de l'Océan indien où c'est, dans certains cas, entre le quart et le tiers de celles-ci qui sont mariées. C'est le cas au Cameroun, au Burkina Faso, en Guinée et à Madagascar. Ces proportions atteignent 1 jeune femme de 15-19 ans sur 2 dans certains pays, comme on peut l'observer au Mozambique, au Tchad, au Mali et au Niger.

Ce donc les jeunes femmes des pays membres d'Afrique subsaharienne et particulièrement des pays sahéliens qui sont les plus exposées aux mariages précoces<sup>5</sup>. Ce phénomène concerne aussi davantage

<sup>5</sup> Il faut tout de même souligner l'exception que constitue le Rwanda, où la proportion de jeunes filles mariées chez les 15 à 19 ans n'est que de 3,1 %.

les femmes que les hommes dans les pays membres et observateurs pour lesquels des données sont disponibles. La proportion d'hommes de 15 à 19 ans mariés ne dépasse en général pas les 2 à 3 %, et très rarement les 7 à 8 %.

### **— Taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans**

L'examen du taux de fécondité chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans<sup>6</sup> met en exergue les différences entre d'une part, les pays francophones d'Europe et d'Amérique du Nord où la fécondité est très faible – en général et tout particulièrement chez les très jeunes femmes – et, d'autre part, certains pays francophones d'Afrique subsaharienne où ces taux sont relativement élevés.

Dans les pays européens comme la Belgique (6,7 ‰), Chypre (5,4 ‰), la France (5,7 ‰), la Suisse

<sup>6</sup> Le taux de fécondité chez les 15 à 19 ans correspond au nombre d'enfants nés de mères âgées de 15 à 19 ans rapporté au nombre de femmes âgées de 15 à 19 ans.

(1,9 ‰) et le Canada (14,5 ‰), ce taux est faible, de même que dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme la Tunisie (4,6 ‰), le Qatar (9,5 ‰) ou le Liban (11,9 ‰). En Afrique subsaharienne, le taux de fécondité est en général beaucoup plus élevé chez les jeunes femmes de 15 à 19 ans : citons le Burkina Faso (115,4 ‰), Madagascar (122,8 ‰), la Côte d'Ivoire (130,2 ‰), la Guinée (130,9 ‰), le Mozambique (137,7 ‰), le Mali (175,6 ‰) et le Niger (204,7 ‰).

### **— Perception par les jeunes de la taille idéale de la famille désirée**

Les données recueillies grâce à l'Eurobaromètre et à l'EDS donnent un aperçu des aspirations familiales des jeunes des pays francophones, à travers le nombre moyen d'enfants désirés par les jeunes hommes et par les jeunes femmes de 15 à 24 ans. Étant donné que ces données présentent peu de différences liées au sexe, nous nous limitons ici à celles sur les filles (tableau 3, voir l'annexe pour les données complètes).

**Tableau 3. Nombre moyen d'enfants désirés chez les jeunes femmes (15 à 24 ans) pour certains pays et selon trois ensembles d'intention de fécondité (élevée, moyenne, basse)**

Intention élevée	Nombre moyen d'enfants désirés	Intention moyenne	Nombre moyen d'enfants désirés	Intention basse	Nombre moyen d'enfants désirés
Niger	8,4	Côte d'Ivoire	4,7	Rwanda	2,8
Tchad	8,1	Congo (Brazzaville)	4,5	Cambodge	2,7
RDC	5,8	Madagascar	4,2	Rép. dominicaine	2,7
Mali	5,7	Burundi	4,2	Haïti	2,6
Mauritanie	5,3	Bénin	4,1	Luxembourg	2,5
Guinée	5,2	Gabon	4,0	France	2,3
Sénégal	5,1	Sao Tomé-et-Principe	3,0	Belgique	2,3

Sources combinées : Enquête démographique et de santé (EDS) (données extraites le 18 août 2014) et Eurobaromètre (enquête 2011, voir Testa, 2012, p. 57 et tableau 2.1). Les années de compilation des données sont variables.

Trois groupes régionaux se distinguent par leurs perceptions très différentes de la taille idéale de la famille. Un premier groupe de pays, en Afrique subsaharienne, se démarque dans la mesure où les jeunes femmes de 15 à 24 ans affirment que le nombre idéal d'enfants qu'elles souhaitent dépasse 5 enfants. Ce sont des pays comme le Niger et le Tchad (où la moyenne est de plus de 8 enfants désirés), la RDC, la Centrafrique, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal (où la moyenne est de plus de 5 enfants désirés). Un deuxième groupe de pays rassemble plusieurs pays d'Afrique subsaharienne également, mais cette fois autour d'un idéal familial de moins de 5 enfants chez les jeunes femmes de 15 à 24 ans. C'est le cas notamment du Gabon (4 enfants), du Bénin (4,1 enfants), du Burundi (4,2 enfants), de la Côte d'Ivoire (4,7 enfants) et, en Afrique du Nord, de la Tunisie (3,1 enfants).

Ces deux groupes de pays ont des idéaux familiaux fort différents des jeunes francophones d'Europe, d'Amérique du Nord, des Caraïbes et même

d'Asie, qui constituent le troisième groupe, où nous ne recensons aucun pays où l'idéal familial des jeunes n'atteint trois enfants, mais se concentre plutôt autour de deux enfants. C'est le cas au Canada (2,1 enfants), en Belgique (2,31 enfants), en France (2,34 enfants) et au Luxembourg (2,51 enfants), ainsi que dans certains pays appartenant à d'autres espaces régionaux comme le Rwanda (2,8 enfants), le Maroc et l'Égypte (2,6 enfants).

**L'entrée en union matrimoniale et les aspirations familiales des jeunes de 15 à 24 ans dans les États et gouvernements membres et observateurs de la Francophonie divergent de manière générale entre les pays du Nord et ceux du Sud. Ces derniers, et particulièrement ceux d'Afrique subsaharienne, sont caractérisés par de fortes proportions de jeunes filles mariées à un âge précoce ainsi que par une fécondité élevée chez les jeunes femmes. Dans l'ensemble, les jeunes des pays d'Europe, d'Amérique du Nord et même des Caraïbes entrent en union plus tardivement et ont des intentions de fécondité beaucoup plus modérées.**

## 6<sup>ème</sup> PARTIE

# GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT CITOYEN

Les données de ce chapitre proviennent de l'Afrobaromètre et de l'Enquête sociale européenne, deux bases de données importantes qui mesurent la confiance à l'égard des institutions politiques et l'engagement citoyen chez les jeunes. Pour l'Amérique du Nord, nous avons utilisé les données de Statistique Canada et celles de l'Institut de la statistique du Québec (voir tableaux détaillés en annexe). Les données provenant de sources différentes et répondants à des questions différentes nous les traiteront cette fois selon les espaces géographiques distincts.

### — Perception des institutions politiques par les jeunes

Les données recueillies permettent d'abord de mesurer la perception que les jeunes francophones d'Europe et d'Afrique ont des institutions politiques. Sur les deux continents, les enquêtes ont permis aux jeunes de procéder à une évaluation personnelle de leur niveau de confiance envers leurs parlements nationaux respectifs et nous procédons ici à la comparaison de ces résultats. Mentionnons que dans l'Enquête sociale européenne, les jeunes d'Europe devaient situer leur niveau de confiance sur une échelle de 0 à 10, 0 correspondant à « aucune confiance » et 10 à « font confiance », alors que pour l'Afrobaromètre, les jeunes d'Afrique devaient choisir l'une des quatre

modalités suivantes : « pas du tout », « un peu », « moyennement » et « beaucoup ».

### — Perception des institutions politiques par les jeunes (15 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Europe

La majorité des jeunes de l'espace francophone européen font moyennement confiance au parlement de leur pays (tableau 4). Ce qui varie d'un pays à l'autre, c'est la très grande confiance ou l'absence totale de confiance envers cette institution. C'est en Suisse et en Belgique que les jeunes font le plus confiance à leur institution politique. En Suisse, plus des deux tiers d'entre eux affirment avoir confiance, alors que moins de 1 % disent n'avoir aucune confiance envers le parlement et 30 % qui font plus ou moins confiance au parlement. En Belgique, ces proportions sont respectivement de 47 %, 3 % et près de 50 %.

L'Europe centrale et orientale se démarque par de plus grandes proportions de jeunes qui affirment n'avoir aucune confiance envers leur parlement, comme c'est le cas de plus d'un jeune sur quatre en Bulgarie (41 %), en Ukraine (37 %) et en Albanie (34 %), ainsi qu'à Chypre (25,3 %).

**Tableau 4. Répartition des réponses chez les jeunes (15 à 29 ans) à la question : « à quel point faites-vous confiance au parlement national ? » (Europe)**

Pays	Aucune confiance (0 sur 10) (%)	Font plus ou moins confiance (1 à 5 sur 10) (%)	Font confiance (6 à 10 sur 10) (%)
Suisse	0,7	29,5	68,8
Belgique	2,7	50,6	46,7
Estonie	6,1	63,9	30,0
France	8,1	64,2	27,7
Rép. tchèque	14,6	58,6	26,8
Hongrie	11,2	63,7	25,1
Albanie	34,4	44,8	20,8
Kosovo	23,0	56,3	20,7
Slovénie	19,2	62,4	18,4
Lituanie	19,7	65,7	14,6
Slovaquie	21,8	64,6	13,6
Pologne	14,8	72,2	13,0
Chypre	25,3	62,0	12,7
Ukraine	37,1	56,1	6,8
Bulgarie	41,0	52,3	6,7

Source : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6).

### **Perception des institutions politiques par les jeunes (15 à 29 ans) des pays membres et observateurs de la Francophonie en Afrique**

Tout comme en Europe, dans presque tous les pays africains membres de l'OIF, les jeunes ont une confiance modérée en leurs institutions politiques (parlement et assemblée nationale). La situation africaine est assez hétérogène lorsque l'on considère les points de vue des jeunes qui ont pleinement confiance et ceux des jeunes qui, au contraire, disent n'avoir aucune confiance.

Au Burundi et au Niger, près d'un jeune sur deux a une très grande confiance envers les institutions politiques de son pays. Au Sénégal, c'est un jeune sur trois. Dans ces trois pays, ce sont respectivement 9%, 13% et 17% des jeunes qui n'ont aucune confiance, pourcentages relativement faibles comparativement à tous les autres pays africains membres et observateurs de la Francophonie. D'autres pays se caractérisent, quant à eux, par un très faible degré de confiance de leurs jeunes à l'égard des institutions politiques en place : ce sont l'Égypte, la Tunisie et le Maroc, avec des taux de respectivement 52%, 51% et 44% de jeunes de 15 et 29 ans n'ayant pas confiance envers leur parlement et leurs assemblée constitutive. L'effet du Printemps arabe peut sans doute expliquer en partie ce taux de méfiance à l'égard du politique, puisque les données ont été recueillies entre 2010

et 2012. En Afrique subsaharienne aussi, le pourcentage de jeunes qui ne font pas du tout confiance à leur parlement ou à leur assemblée est assez élevé. C'est le cas au Togo (31%), au Cameroun et au Mali (26% chacun). Il n'en demeure pas moins que dans 9 pays sur 16 pour lesquels l'Afrobaromètre fournit des données, la proportion de jeunes de 15 à 29 ans n'ayant aucune confiance envers les institutions politiques de son pays ne dépasse pas 20%.

### **Les jeunes francophones, la participation civique et le bénévolat**

La participation civique des jeunes dans leur communauté, recueillie par Afrobaromètre et par l'Enquête sociale européenne, présente des différences. Dans Afrobaromètre, on demande aux répondants s'ils se considèrent comme « non membre », « membre inactif », « membre actif » ou « leader officiel » d'une association ou d'un groupe communautaire. Dans l'Enquête sociale européenne, on demande aux jeunes à quelle fréquence, dans les douze derniers mois, ils ont été impliqués dans du bénévolat ou dans une organisation caritative (« au moins une fois par semaine », « au moins une fois par mois », « au moins une fois par trois mois », « au moins une fois par six mois », « moins que cela ou jamais »). Les analyses et les résultats ont donc été présentés séparément pour tenir compte de ces différences dans la formulation des questions.

## Engagement citoyen des jeunes dans les pays africains de la Francophonie

Dans tous les pays africains membres de l'OIF pour lesquels les données sont disponibles, plus d'un jeune sur deux n'est membre d'aucune association ou groupe communautaire, à l'exception notable de la Guinée où cette proportion reste tout de même inférieure à 50 % (46 %). L'ampleur du phénomène varie cependant selon les régions d'Afrique. La non-implication des jeunes est plus généralisée dans les pays d'Afrique du Nord, où ce sont environ neuf jeunes sur dix qui ne sont pas membres d'une association ou d'un groupe communautaire. On retrouve dans ce cas de figure des pays comme la Tunisie (93 %), l'Égypte (90 %) et le Maroc (80 %). Les jeunes des pays de l'Océan indien se retrouvent dans une situation similaire : ce sont plus des quatre cinquièmes (85 %) des jeunes de Madagascar et plus des trois quarts (79 %) des jeunes de l'île Maurice qui n'adhèrent à aucune organisation associative ou communautaire.

La situation en Afrique subsaharienne se démarque de celle du reste du continent. Deux cas de figure s'y trouvent. D'une part, dans certains pays, c'est environ un jeune sur deux qui est membre (inactif, actif ou leader) d'une association ou d'une organi-

sation communautaire. C'est notamment le cas en Guinée, où 54 % des jeunes de 15 à 29 ans sont affiliés à une organisation communautaire ou associative, et au Mali et au Sénégal, où presque la moitié des jeunes (48 % dans chacun des pays) le sont également. D'autre part, d'autres pays, comme le Burundi, le Burkina Faso, le Bénin, le Ghana et le Cap-Vert, affichent plutôt un faible taux d'engagement citoyen chez les jeunes (un jeune sur quatre ou cinq).

Même si la proportion de jeunes de 15 à 29 ans qui n'adhèrent à aucune association ou organisation communautaire demeure élevée dans la plupart des pays, on remarque cependant une proportion importante de jeunes membres qui sont actifs ou qui sont leaders dans leur milieu communautaire (tableau 5). Principalement, les pays du Sahel (Guinée, Mali, Sénégal, Cap-Vert) et le Cameroun se distinguent à cet égard : entre 20 et 30 % des jeunes affirment être membre actif ou leader officiel d'une association ou une d'organisation communautaire. On peut citer le cas du Sénégal, où 11 % de jeunes de 15 à 29 ans sont engagés comme leaders officiels dans des associations et environ un sur cinq (18 %) comme membre actif, et le cas de la Guinée, où près de 8 % sont engagés comme leaders officiels et près de un sur cinq (18 %) comme membre actif.

**Tableau 5. Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) impliqués comme membres actifs ou leaders dans une association ou un groupe communautaire (Afrique et Océan indien)**

Pays	Jeunes impliqués comme membres actifs (%)	Jeunes impliqués comme leaders (%)	Pays	Jeunes impliqués comme membres actifs (%)	Jeunes impliqués comme leaders (%)
Sénégal	18	11	Maurice	14	2
Guinée	16	8	Burundi	5	2
Cameroun	21	5	Niger	7	0
Benin	12	4	Tunisie	1	2
Togo	14	3	Maroc	11	1
Burkina Faso	9	3	Madagascar	1	1

Source : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5)

## Les jeunes et le bénévolat dans les pays européens de la Francophonie et en Amérique du Nord

À l'instar des jeunes de 15 à 29 ans du continent africain, les jeunes des pays européens membres ou observateurs de la Francophonie sont peu impliqués au sein d'organisations caritatives. À l'exception de la Suisse, où ce sont 47 % des jeunes qui n'ont jamais été impliqués (un peu comme en Guinée pour l'Afrique), partout ailleurs c'est plus de 55 %, voire plus de 75 %, des jeunes qui n'adhèrent

à aucune organisation caritative. La Belgique et la France ne font pas exception, avec respectivement près de deux tiers (61 %) et trois quarts (74 %) des jeunes de 15 à 29 ans n'ayant jamais été impliqués dans du bénévolat ou des organisations caritatives. Les jeunes Suisses se distinguent par leur implication : 16 % d'entre eux font du bénévolat au moins une fois par semaine et 11 % en font au moins une fois par mois.

À partir des données de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation de 2010, nous observons que 58 % des jeunes Canadiens

de 15 à 24 ans font du bénévolat au moins une fois dans l'année. Ce taux est un peu plus élevé chez les jeunes du Nouveau-Brunswick (62 %) et un peu plus faible au Québec (54 %). Que l'on estime l'intensité du bénévolat en termes de taux ou d'heures annuelles, on constate que celle-ci est moins importante chez les jeunes de 25 à 34 ans que dans la population plus jeune ou plus âgée.

**La confiance des jeunes à l'égard des institutions politiques et leur participation dans la vie associative et communautaire de leur pays peut difficilement être généralisée. On observe des variations d'un continent, d'une région et d'un pays à l'autre.**

**La confiance à l'égard du politique est plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, bien qu'en général, les jeunes fassent moyennement confiance à des institutions comme le parlement. Dans les pays d'Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendu les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques.**

**Quant à la participation à la vie associative et communautaire, la situation est très différente d'un continent à l'autre. L'utilisation de différentes sources de données rend difficile la comparaison. On peut néanmoins souligner la forte implication dans des mouvements associatifs des jeunes de quelques pays africains, notamment au Cameroun et au Sénégal.**

# CONCLUSION

Ce rapport sur la situation des jeunes dans l'espace francophone montre d'abord l'importance du poids démographique des moins de 35 ans pour les différents États et gouvernements membres et observateurs de l'OIF. Si on observe des différences assez marquées, liées principalement aux tendances démographiques spécifiques de différentes régions du monde, il demeure néanmoins que, partout dans cet espace francophone, le poids démographique des jeunes est important.

Cet espace francophone se caractérise ainsi par une structure démographique contrastée avec, d'une part, les pays membres et observateurs d'Afrique, de l'Océan indien, d'Asie et des Caraïbes, où les jeunes de moins de 35 ans représentent entre la moitié et les deux tiers de la population, et, d'autre part, ceux d'Europe et d'Amérique du Nord, engagés dans le processus de vieillissement démographique et où les jeunes représentent tout au plus le quart de la population. Ces contrastes s'amenuisent cependant sitôt qu'on s'intéresse à la tranche des 15 à 34 ans, qui représentent dans tous les pays membres entre le tiers et le quart de la population (environ le tiers dans les pays membres et observateurs du Sud et environ le quart dans les pays membres et observateurs du Nord). C'est dire donc qu'aussi bien dans les pays dits jeunes que ceux considérés comme vieillissants, les 15 à 34 ans représentent une part importante de la population. En maintenant cette jeunesse au cœur

de ses actions, l'OIF s'adresse ainsi, dès 2015, à un ensemble estimé à plus de 710 millions de personnes de moins de 35 ans réparties sur le vaste espace linguistique formé par l'ensemble des 80 membres et observateurs de cette institution.

Cette jeunesse est un pilier important de l'espace francophone. Le poids démographique des jeunes dans l'ensemble de la population francophone au sein des pays membres et observateurs de l'OIF est considérable, et ce, tout particulièrement dans le contexte africain. Ce faisant, les jeunes francophones représentent une part importante de l'ensemble des jeunes de 15 à 34 ans dans la plupart de ces pays. Cette situation prévaut aussi bien dans les pays membres ayant le français comme langue officielle que dans les pays membres et observateurs où le français ne l'est pas.

L'analyse des données sur l'éducation a révélé des différences significatives entre, d'une part, l'Europe et l'Amérique du Nord, où l'éducation est généralisée, et d'autre part l'Afrique subsaharienne. Si dans la plupart des pays de cette dernière région les systèmes éducatifs accusent des retards en ce qui a trait aux taux brut de scolarisation et à l'indice de parité entre les sexes dans l'enseignement secondaire et supérieur. Soulignons toutefois que certains pays comme les Comores, le Rwanda et Sao Tomé-et-Principe semblent rattraper les retards dans les inégalités d'accès à l'éducation.

Dans l'ensemble, malgré quelques signes encourageant sur le continent africain, les défis demeurent encore énormes.

Concernant le marché du travail, les analyses ont montré que dans les différents pays du Nord comme du Sud, les jeunes sont frappés de plein fouet par le chômage. Les ratios du taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans par rapport à celui des adultes montrent que, dans les différents pays, les jeunes sont deux à six fois plus exposés au chômage et qu'ils représentent souvent de 30 % à 60 % des chômeurs. Les analyses des facteurs déterminant ce chômage ainsi que sa nature demeurent toutefois limitées dans la plupart des pays membres, en raison de la nature des données disponibles. Ces données devraient mieux tenir compte de la complexité du chômage des jeunes, qui se décline en plusieurs dimensions, notamment par l'accès à un emploi qualifié et par l'accès à un emploi correspondant à la formation obtenue.

La fracture numérique Nord-Sud, dont il est largement question, apparaît clairement à partir des données présentées dans ce rapport. Si les pays d'Afrique du Nord et certains de l'Océan indien semblent réussir à réduire les écarts, le très faible pourcentage de foyers francophones disposant d'ordinateurs, en Afrique plus particulièrement, montre l'urgence d'agir pour que les jeunes de ces pays ne soient pas tenus en marge des nouvelles technologies du numérique. Au-delà de la communication et de ses dimensions plus ludiques, la maîtrise de ces nouvelles technologies est désormais requise en éducation et sur le marché du travail et est incontournable pour l'accès à l'information. Ainsi, au moment où des activités aussi essentielles que la communication, l'éducation et la formation, ou encore l'emploi et l'entrepreneuriat, sont en train d'investir intégralement la sphère numérique, il demeure difficile de penser que la jeunesse francophone pourra s'épanouir si elle est maintenue, ne serait-ce qu'en partie, à l'écart des possibilités qu'offrent les nouvelles technologies.

Le chapitre sur les aspirations familiales révèle que la situation des jeunes de l'espace francophone est également variée. Être épouse ou mère à 20 ou 24 ans concerne la vaste majorité des jeunes femmes à ces âges dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne, contrairement aux jeunes hommes dans ces mêmes pays et aussi contrairement aux jeunes femmes de ce même groupe d'âge en Europe, en Amérique du Nord et dans certains pays membres du Moyen-Orient comme le Liban. Questionnées sur la taille idéale de la famille, les jeunes femmes de la Francophonie se projettent fort différemment dans l'avenir : les jeunes Canadiennes, Québécoises, Françaises et autres Européennes aspirent avoir en moyenne 2,2 enfants, alors que ce nombre atteint plus de 5 enfants en moyenne pour leurs consœurs congolaises, maliennes ou sénégalaises, voire plus de 8 enfants pour les Nigériennes et Tchadiennes de 20 à 24 ans.

Le dernier chapitre a permis de constater que la confiance à l'égard des institutions politiques apparaît plus grande chez les jeunes de l'Europe de l'Ouest que chez ceux de l'Europe centrale et orientale. On observe également une grande diversité de situations dans les pays d'Afrique, mais dans l'ensemble, les jeunes des pays africains semblent avoir une confiance limitée envers leurs institutions parlementaires. Il ressort surtout qu'en Afrique du Nord, les événements des dernières années semblent avoir rendus les jeunes particulièrement méfiants envers ces institutions politiques. Enfin, l'engagement citoyen des jeunes semble également très variable d'un pays à l'autre. On a toutefois relevé un réel engagement citoyen à travers la participation aux différents mouvements associatifs dans plusieurs pays, notamment en Afrique (Cameroun, Sénégal, Guinée), alors qu'en Europe, seuls les jeunes Suisses et Suissesses se distinguent par une forte implication dans le bénévolat ou auprès d'organisations caritatives. Dans les États et gouvernements membres d'Amérique du Nord, où le bénévolat est une dimension importante dans le développement de l'employabilité et le réseautage chez les jeunes, les tendances montrent aussi qu'une importante proportion d'entre eux s'implique auprès des organisations sans but lucratif.

Ce portrait statistique révèle donc une grande variété de situations de la jeunesse dans l'espace francophone. Que ce soit en matière d'éducation, d'accès à l'information et au numérique, d'aspirations familiales ou d'engagement citoyen, les jeunes de l'espace francophone se retrouvent dans des contextes extrêmement différents et vivent des expériences variées, qu'ils auraient tout intérêt à partager. Un des rares indicateurs examinés qui converge concerne le marché de l'emploi : les jeunes semblent connaître à peu près partout, dans l'espace francophone, des difficultés d'insertion sur le marché du travail, qui se traduisent par une forte surreprésentation de ceux-ci parmi les chômeurs.

Par ailleurs, nous avons pu constater dans ce rapport une forte implication des jeunes dans les réseaux associatifs et en termes d'engagement citoyen dans certains pays (par exemple au Cameroun, au Sénégal et en Suisse). Il serait donc extrêmement intéressant d'offrir des espaces d'échange d'expériences en matière d'emploi entre les intervenants de la Francophonie, notamment ceux des milieux associatifs.

Ce rapport a permis également de documenter l'importance de la fracture numérique, plus particulièrement pour les jeunes. C'est en Afrique subsaharienne que les efforts devraient se concentrer. Par rapport aux jeunes du Nord, de nombreux jeunes Africains se retrouvent très tôt dans leur vie complètement écartés de ces développements technologiques. Ceci a des répercussions négatives sur tous les autres domaines examinés ici : éducation,

insertion en emploi, accès à l'information, participation associative et engagement citoyen, etc. Pour les jeunes filles et les jeunes femmes de ces pays membres du Sud, les conséquences de cette fracture numérique s'ajoutent à des handicaps en matière d'accès à l'éducation, à l'emploi et aux moyens d'information traditionnels comme la radio, la télévision et les journaux.

Pour finir, il nous paraît important de rappeler que l'exercice que nous avons tenté dans le cadre de ce rapport a permis de constater qu'il existe beaucoup de données statistiques de qualité sur les jeunes dans certains domaines, tels que l'éducation et le travail et la démographie, alors que pour de nombreux autres domaines, nous nous sommes butés à des problèmes importants, voire à l'absence totale d'informations. C'est, par exemple, le cas pour l'accès aux médias, aux communications et au numérique, domaine pour lequel il existe de plus en plus de données, mais qui sont rarement offertes pour les groupes d'âge des jeunes, qui nous intéressent ici. Le domaine de la santé est malheureusement absent du présent rapport : plusieurs institutions internationales proposent des informations accessibles en ligne, mais très rarement pour le groupe des jeunes de 15 à 34 ans, ou même pour toute autre tranche d'âge.

L'équipe de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF) de l'Université Laval (Québec, Canada) a initié en 2016, avec d'autres partenaires, un important projet conduisant à la mise en place d'une plate-forme numérique intitulée **Tableau de bord dynamique de la jeunesse francophone** (TBDJF). Ce projet permettra de consulter et d'interroger des bases de données régulièrement mises à jour et concernant la situation des jeunes dans diverses régions du monde. Certains modules sont déjà accessibles et permettent de consulter des résultats d'analyses et de générer des tableaux, des graphiques et des cartes géographiques inédites (<http://www.tbdjf.fss.ulaval.ca/>). Cette plate-forme devrait permettre de répondre à de nombreuses questions, notamment celles suscitées suite à la lecture du présent *Rapport sur la situation des jeunes de l'espace francophone*.



## ANNEXE

# Tableaux détaillés des informations statistiques obtenues pour chacun des États et gouvernements membres et observateurs de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

<b>TABLEAU A I.</b>	Dénombrement des jeunes, des francophones et des jeunes francophones – États et gouvernements de l'OIF (2015) . . . . .	30
<b>TABLEAU A II-1.</b>	Scolarisation, diplomation et parité en éducation . . . . .	36
<b>TABLEAU A II-2.</b>	Répartition des diplômés du supérieur . . . . .	42
<b>TABLEAU A III-1.</b>	Chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans . . . . .	48
<b>TABLEAU A III-2.</b>	Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans selon le sexe. . . . .	54
<b>TABLEAU A IV-1.</b>	Accès aux moyens d'information et de communication . . . . .	57
<b>TABLEAU A IV-2.</b>	Proportion de jeunes filles n'ayant accès ni à la radio, ni à la télé, ni aux journaux écrits – Pays d'Afrique, de l'Océan indien, des Caraïbes, d'Asie et d'Océanie . . . . .	60
<b>TABLEAU A V.</b>	Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants . . . . .	64
<b>TABLEAU A VI-1A.</b>	Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Afrique et Océan indien . . . . .	70
<b>TABLEAU A VI-1B.</b>	Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Europe . . . . .	71
<b>TABLEAU A VI-2A.</b>	Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Afrique et Océan indien . . . . .	72
<b>TABLEAU A VI-2B.</b>	Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Europe . . . . .	73
<b>TABLEAU A VI-2C.</b>	Bénévolat des jeunes (15 ans et plus) – Amérique du Nord (Canada) . . . . .	74

NOTE : Ces données et d'autres tableaux sont disponibles sur le site Web de l'ODSEF.

**Tableau A I. Dénombrement des jeunes, des francophones et des jeunes francophones, États et gouvernements de l'OIF (2015)**

Statut OIF		Pop. 2015 (n '000)	0-34 ans		15-34 ans	
			(n '000)	(%)	(n '000)	(%)
Colonne :		C1	C2	C3	C4	C5
Référence :				C2/C1		C4/C1
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Afrique du Nord</b>						
Maroc	Membre	34 378	21 208	61,7	11 849	34,5
Mauritanie	Membre	4 068	3 016	74,1	1 388	34,1
Tunisie	Membre	11 254	6 368	56,6	3 740	33,2
<b>Moyen-Orient</b>						
Égypte	Membre	91 508	61 889	67,6	31 545	34,5
Émirats arabes unis	Observateur	9 157	5 051	55,2	3 775	41,2
Liban	Membre	5 851	3 568	61,0	2 164	37,0
Qatar	Associé	2 235	1 448	64,8	1 101	49,3
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>						
<b>Afrique subsaharienne</b>						
Bénin	Membre, FLO	10 880	8 314	76,4	3 727	34,3
Burkina Faso	Membre, FLO	18 106	14 376	79,4	125	33,8
Burundi	Membre, FLO	11 179	8 857	79,2	3 849	34,4
Cameroun	Membre, FLO	23 344	18 178	77,9	8 252	35,3
Cap-Vert	Membre	521	365	70,1	210	40,4
Centrafrique	Membre, FLO	4 900	3 695	75,4	1 781	36,3
Congo	Membre, FLO	4 620	3 482	75,4	1 512	32,7
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	77 267	60 804	78,7	25 266	32,7
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	22 702	17 378	76,5	7 736	34,1
Djibouti	Membre, FLO	888	621	69,9	330	37,2
Gabon	Membre, FLO	1 725	1 247	72,3	607	35,2
Ghana	Associé	27 410	20 198	73,7	9 558	34,9
Guinée	Membre, FLO	12 609	9 638	76,4	4 276	33,9
Guinée-Bissau	Membre	1 844	1 396	75,7	644	34,9
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	845	612	72,4	280	33,1
Mali	Membre, FLO	17 600	14 060	79,9	5 696	32,4
Mozambique	Observateur	27 978	22 022	78,7	9 347	33,4
Niger	Membre, FLO	19 899	15 827	79,5	5 785	29,1
Rwanda	Membre, FLO	11 610	9 008	77,6	4 242	36,5
Sao Tomé-et-Principe	Membre	190	146	76,6	65	33,9
Sénégal	Membre, FLO	15 129	11 796	78,0	5 175	34,2
Tchad	Membre, FLO	14 037	11 383	81,1	4 685	33,4
Togo	Membre, FLO	7 305	5 615	76,9	2 529	34,6
<b>Océan Indien</b>						
Comores	Membre, FLO	788	597	75,7	279	35,4
Madagascar	Membre, FLO	24 235	18 437	76,1	8 328	34,4
Maurice	Membre	1 273	633	49,7	387	30,4
Seychelles	Membre, FLO	96	52	53,8	29	30,4

	0-14 ans		Francophones, tous âges		Francophones, jeunes 15-34 ans		
	(n '000)	(%)	(n '000)	(%)	(n '000)	Ef. fr. tot. (%)	15-34 (%)
	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12
		C6/C1		C8/C1		C10/C8	C10/C4
<b>Afrique du Nord</b>							
Maroc	9 358	27,2	10 790	31,4	-	-	-
Mauritanie	1 628	40,0	528	13,0	285	54,1	20,6
Tunisie	2 628	23,4	6 099	54,2	3 034	49,7	81,1
<b>Moyen-Orient</b>							
Égypte	30 344	33,2	3 025	3,3	-	-	-
Émirats arabes unis	1 276	13,9	96	1,0	-	-	-
Liban	1 404	24,0	2 223	38,0	-	-	-
Qatar	347	15,5	95	4,3	-	-	-
<b>Afrique subsaharienne</b>							
Bénin	4 587	42,2	3 848	35,4	2 149	55,9	57,7
Burkina Faso	8 251	45,6	4 007	22,1	2 371	59,2	38,7
Burundi	5 008	44,8	928	8,3	671	72,3	17,4
Cameroun	9 927	42,5	9 314	39,9	5 068	54,4	61,4
Cap-Vert	154	29,7	56	10,8	-	-	-
Centrafrique	1 914	39,1	1 438	29,4	950	66,0	53,3
Congo	1 970	42,6	2 688	58,2	1 366	50,8	90,4
Congo (Rép. démocratique du)	35 537	46,0	36 029	46,6	19 687	54,6	77,9
Côte d'Ivoire	9 642	42,5	7 694	33,9	4 037	52,5	52,2
Djibouti	291	32,7	444	50,0	-	-	-
Gabon	641	37,1	1 054	61,1	548	52,0	90,3
Ghana	10 640	38,8	223	0,8	-	-	-
Guinée	5 363	42,5	3 036	24,1	2 289	75,4	53,5
Guinée-Bissau	752	40,8	284	15,4	-	-	-
Guinée-Équatoriale	332	39,3	244	28,9	-	-	-
Mali	8 364	47,5	2 970	16,9	1 604	54,0	28,2
Mozambique	12 675	45,3	84	0,3	-	-	-
Niger	10 042	50,5	2 527	12,7	1 265	50,1	21,9
Rwanda	4 766	41,1	654	5,6	471	72,1	11,1
Sao Tomé-et-Principe	81	42,6	38	20,0	-	-	-
Sénégal	6 621	43,8	4 324	28,6	2 508	58,0	48,5
Tchad	6 699	47,7	1 769	12,6	1 136	64,2	24,3
Togo	3 085	42,2	2 839	38,9	1 560	54,9	61,7
<b>Océan Indien</b>							
Comores	318	40,3	201	25,5	119	59,5	42,8
Madagascar	10 108	41,7	4 847	20,0	-	-	-
Maurice	246	19,3	926	72,7	-	-	-
Seychelles	23	23,4	51	52,8	-	-	-

Statut OIF		Pop. 2015 (n '000)	0-34 ans		15-34 ans	
			(n '000)	(%)	(n '000)	(%)
Colonne :		C1	C2	C3	C4	C5
Référence :				C2/C1		C4/C1
<b>Amérique et Caraïbes</b>						
<b>Amérique du Nord</b>						
Canada (total)	Membre, FLO	35 940	15 324	42,6	9 584	26,7
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	769	297	38,6	186	24,1
Québec	Membre, FLO	8 214	3 353	40,8	2 051	25,0
Mexique	Observateur	127 017	78 734	62,0	43 670	34,4
<b>Caraïbes</b>						
Dominique	Membre	73	-	-	-	-
Haïti	Membre, FLO	10 711	7 610	71,0	3 996	37,3
Rép. dominicaine	Observateur	10 528	6 722	63,9	3 568	33,9
Sainte-Lucie	Membre	185	103	55,7	60	32,5
<b>Amérique centrale</b>						
Costa Rica	Observateur	4 808	2 687	55,9	1 614	33,6
<b>Amérique centrale</b>						
Uruguay	Observateur	3 432	1 722	50,2	987	28,8
<b>Asie et Océanie</b>						
<b>Asie centrale</b>						
Arménie	Membre	3 018	1 527	50,6	972	32,2
Géorgie	Observateur	4 000	1 860	46,5	1 167	29,2
<b>Extrême-Orient</b>						
Cambodge	Membre	15 578	11 105	71,3	6 182	39,7
Laos	Membre	6 802	4 986	73,3	2 621	38,5
Thaïlande	Observateur	67 959	30 672	45,1	18 636	27,4
Vietnam	Membre	93 448	53 950	57,7	32 373	34,6
<b>Océanie</b>						
Vanuatu	Membre, FLO	265	188	71,1	91	34,6
<b>Europe</b>						
<b>Europe centrale et orientale</b>						
Albanie	Membre	2 897	1 472	50,8	935	32,3
Bosnie-Herzégovine	Observateur	3 810	1 551	40,7	1 037	27,2
Bulgarie	Membre	7 150	2 679	37,5	1 668	23,3
Croatie	Observateur	4 240	1 662	39,2	1 031	24,3
Estonie	Observateur	1 313	536	40,9	325	24,8
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	2 078	961	46,2	608	29,3
Hongrie	Observateur	9 855	3 876	39,3	2 441	24,8
Lettonie	Observateur	1 971	779	39,5	485	24,6
Lituanie	Observateur	2 878	1 141	39,7	724	25,1
Moldavie	Membre	4 069	1 999	49,1	1 359	33,4
Monténégro	Observateur	626	291	46,4	174	27,8
Pologne	Observateur	38 612	16 477	42,7	10 706	27,7
Rép. tchèque	Observateur	10 543	4 087	38,8	2 501	23,7

	0-14 ans		Francophones, tous âges		Francophones, jeunes 15-34 ans		
	(n '000)	(%)	(n '000)	(%)	(n '000)	Ef. fr. tot. (%)	15-34 (%)
	C6	C7	C8	C9	C10	C11	C12
		C6/C1		C8/C1		C10/C8	C10/C4
<b>Amérique du Nord</b>							
Canada (total)	5 740	16,0	10 423	29,0	3 037	29,1	31,7
Nouveau-Brunswick	111	14,4	320	41,6	89	27,7	47,7
Québec	1 302	15,9	7 666	93,3	1 967	25,7	95,9
Mexique	35 064	27,6	-	-	-	-	-
<b>Caraïbes</b>							
Dominique	-	-	7	9,7	-	-	-
Haïti	3 614	33,7	4 499	42,0	-	-	-
Rép. dominicaine	3 154	30,0	151	1,4	-	-	-
Sainte-Lucie	43	23,1	3	1,7	-	-	-
<b>Amérique centrale</b>							
Costa Rica	1 073	22,3	-	-	-	-	-
<b>Amérique centrale</b>							
Uruguay	735	21,4	5	0,1	-	-	-
<b>Asie centrale</b>							
Arménie	555	18,4	195	6,5	-	-	-
Géorgie	693	17,3	16	0,4	-	-	-
<b>Extrême-Orient</b>							
Cambodge	4 923	31,6	421	2,7	-	-	-
Laos	2 365	34,8	184	2,7	-	-	-
Thaïlande	12 036	17,7	561	0,8	-	-	-
Vietnam	21 577	23,1	654	0,7	-	-	-
<b>Océanie</b>							
Vanuatu	97	36,5	83	31,5	39	46,4	42,3
<b>Europe centrale et orientale</b>							
Albanie	537	18,5	290	10,0	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	514	13,5	-	-	-	-	-
Bulgarie	1 011	14,1	186	2,6	48	26,1	2,9
Croatie	631	14,9	116	2,7	33	28,5	3,2
Estonie	211	16,1	19	1,5	4	22,2	1,3
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	352	17,0	234	11,3	-	-	-
Hongrie	1 435	14,6	116	1,2	54	46,2	2,2
Lettonie	294	14,9	25	1,3	6	24,9	1,3
Lituanie	418	14,5	72	2,5	21	29,1	2,9
Moldavie	640	15,7	99	2,4	-	-	-
Monténégro	117	18,7	13	2,1	-	-	-
Pologne	5 771	14,9	1 044	2,7	353	33,8	3,3
Rép. tchèque	1 586	15,0	185	1,8	48	25,6	1,9

Colonne :	Statut OIF	Pop. 2015 (n '000)	0-34 ans		15-34 ans		
			(n '000)	(%)	(n '000)	(%)	
Référence :		C1	C2	C3	C4	C5	
			C2/C1		C4/C1		
	Roumanie	Membre	19 511	7 575	38,8	4 547	23,3
	Serbie <sup>1</sup>	Observateur	8 851	3 731	42,1	2 288	25,8
	Slovaquie	Observateur	5 426	2 326	42,9	1 505	27,7
	Slovénie	Observateur	2 068	785	38,0	479	23,2
	Ukraine	Observateur	44 824	18 818	42,0	12 127	27,1
<b>Europe de l'Ouest</b>							
	Andorre	Membre	70	-	-	-	-
	Autriche	Observateur	8 545	3 347	39,2	2 133	25,0
	Belgique	Membre, FLO	11 299	4 674	41,4	2 760	24,4
	Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	4 753	-	-	-	-
	Chypre	Associé	1 165	566	48,5	373	32,0
	France	Membre, FLO	64 395	27 253	42,3	15 350	23,8
	France, Outre-mer	Membre, FLO	2 847	-	-	-	-
	Grèce	Membre	10 955	4 082	37,3	2 483	22,7
	Luxembourg	Membre, FLO	567	248	43,7	155	27,2
	Monaco	Membre, FLO	38	-	-	-	-
	Suisse	Membre, FLO	8 299	3 320	40,0	2 093	25,2
<b>GRAND TOTAL</b>			<b>1 177 248</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Total<sup>a</sup></b>			<b>1 177 067</b>	<b>712 709</b>	<b>60,5</b>	<b>372 069</b>	<b>31,6</b>
<b>Total<sup>a</sup>, FLO seulement</b>			<b>431 240</b>	<b>292 592</b>	<b>67,8</b>	<b>134 517</b>	<b>31,2</b>

Source :

Estimations obtenues à partir des données des Nations unies (Révision 2015), de Statistique Canada et de l'INSEE. Les proportions de francophones de tous âges correspondent à ceux publiés dans la LFDM 2014.

Effectifs et proportions de jeunes francophones établis en utilisant la démarche proposée par Harton et coll. (2014).

Abréviations : FLO, français langue officielle; LFDM, La langue française dans le monde (Éditions Nathan, 2014).

a : Ajustement du calcul des effectifs et de certains pourcentages en fonction de la disponibilité des données, entre autres, selon la ventilation par groupes d'âge.

1 : Serbie inclut Kosovo.

	0-14 ans		Francophones, tous âges		Francophones, jeunes 15-34 ans		
	(n '000)	(%)	(n '000)	(%)	(n '000)	Ef. fr. tot. (%)	15-34 (%)
	C6	C7 C6/C1	C8	C9 C8/C1	C10	C11 C10/C8	C12 C10/C4
Roumanie	3 028	15,5	1 715	8,8	515	30,0	11,3
Serbie <sup>1</sup>	1 443	16,3	299	3,4	-	-	-
Slovaquie	821	15,1	108	2,0	34	31,7	2,3
Slovénie	306	14,8	78	3,8	20	25,9	4,2
Ukraine	6 691	14,9	54	0,1	-	-	-
<b>Europe de l'Ouest</b>							
Andorre	-	-	49	70,1	-	-	-
Autriche	1 214	14,2	965	11,3	273	28,3	12,8
Belgique	1 915	16,9	8 172	72,3	2 133	26,1	77,3
Féd. Wallonie-Bruxelles	-	-	4 658	98,0	-	-	-
Chypre	193	16,6	78	6,7	29	37,3	7,8
France	11 903	18,5	62 705	97,4	14 976	23,9	97,6
France, Outre-mer	-	-	2 374	83,4	-	-	-
Grèce	1 600	14,6	769	7,0	207	26,9	8,3
Luxembourg	93	16,4	543	95,8	148	27,3	95,8
Monaco	-	-	29	78,1	-	-	-
Suisse	1 226	14,8	5 441	65,6	1 438	26,4	68,7
<b>GRAND TOTAL</b>	215 982	-	74 536	-	-	-	-
<b>Total<sup>a</sup></b>	340 639	28,9	215 896	20,7	74 536	40,3	47,2
<b>Total<sup>a</sup>, FLO seulement</b>	158 075	36,7	182 773	42,4	69 572	40,3	57,2

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES  
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS  
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

Tableau A II-1. Scolarisation, diplomation et parité en éducation

Statut OIF		Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2008-2012) -1	Taux brut de diplômés au 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%) (2008-2012) -2	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2008-2012) -3
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>				
<b>Afrique du Nord</b>				
Maroc (g)	Membre	68,9	45,9	14,3
Mauritanie	Membre	26,8	-	5,1
Tunisie	Membre	91,1	57,4	35,2
<b>Moyen-Orient</b>				
Égypte	Membre	-	-	-
Émirats arabes unis (b)	Observateur	83,6	68,1	-
Liban	Membre	74,0	53,2	46,3
Qatar	Associé	111,6	119,8	12,1
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>				
<b>Afrique subsaharienne</b>				
Bénin	Membre, FLO	47,7	25,7	12,4
Burkina Faso (h)	Membre, FLO	25,9	10,9	4,6
Burundi	Membre, FLO	28,5	13,9	3,2
Cameroun	Membre, FLO	50,4	32,3	11,9
Cap-Vert	Membre	92,7	66,3	20,6
Centrafrique (h)	Membre, FLO	17,8	11,1	2,8
Congo	Membre, FLO	53,7	-	10,4
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	43,3	-	8,2
Côte d'Ivoire (b)	Membre, FLO	24,3	-	4,5
Djibouti	Membre, FLO	43,8	43,8	4,9
Gabon (c)	Membre, FLO	53,9	-	8,5
Ghana	Associé	58,2	83,4	12,2
Guinée (d)	Membre, FLO	38,1	13,8	9,9
Guinée-Bissau	Membre	34,5	-	-
Guinée-Équatoriale (e) (i)	Membre, FLO	28,2	-	3,3
Mali (h)	Membre, FLO	44,5	20,8	7,5
Mozambique	Observateur	25,9	19,8	3,8
Niger	Membre, FLO	15,9	11,0	1,8
Rwanda (h)	Membre, FLO	31,8	25,1	7,2
Sao Tomé-et-Principe	Membre	71,5	-	7,7
Sénégal	Membre, FLO	41,0	-	7,6
Tchad	Membre, FLO	22,8	15,4	2,3
Togo (g)	Membre, FLO	54,9	-	10,3
<b>Océan Indien</b>				
Comores	Membre, FLO	73,5	23,9	11,4
Madagascar	Membre, FLO	38,0	15,5	4,2
Maurice	Membre	95,9	90,0	40,3
Seychelles	Membre, FLO	101,3	104,4	1,4

Taux brut de diplômés au 1 <sup>er</sup> cycle du supérieur <sup>a</sup> (%) (2008-2012)	Pourcentage de redoublants à la 3 <sup>e</sup> année d'études du secondaire général (%)	Indice de parité entre les sexes (IPS)	
		Taux brut de scolarisation au 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation au supérieur
-4	-5	-6	-7
4,7	28,9	0,9	0,9
-	7,4	0,7	0,4
-	8,3	1,2	1,6
26,5	11,7	1,2	
-	1,6	1,3	1,1
28,4	8,6	1,0	1,1
3,2	0,3	1,5	6,8
-	24,1	0,5	0,3
2,0	22,7	0,6	0,5
0,5	25,4	0,6	0,5
-	10,7	0,8	0,7
-	22,5	1,3	1,4
0,6	13,1	0,6	0,4
-	16,7	0,6	0,6
-	10,5	0,5	0,6
-	8,5	0,7	0,8
2,4	7,8	0,7	0,7
6,0	-	0,7	0,4
8,7	0,9	0,8	0,6
-	17,7	0,6	0,4
-	17,2	0,5	-
-	12,3	0,4	0,4
-	20,7	0,6	0,4
0,8	23,8	0,9	0,6
0,9	17,0	0,6	0,3
1,0	1,4	0,9	0,8
-	33,4	1,1	0,9
-	16,4	0,7	0,6
0,4	17,5	0,4	0,2
-	27,5	0,4	0,3
5,8	13,7	1,0	0,8
1,6	9,4	0,9	0,9
20,5	7,4	1,1	1,3
1,5	0,1	1,2	3,2

Statut OIF		Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2008-2012) -1	Taux brut de diplômés au 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%) (2008-2012) -2	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2008-2012) -3
<b>Amérique et Caraïbes</b>				
<b>Amérique du Nord</b>				
Canada (total)	Membre, FLO	103,4	-	58,9
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-	-
Mexique	Observateur	85,7	-	29,0
<b>Caraïbes</b>				
Dominique	Membre	96,7	99,7	-
Haïti	Membre, FLO	-	-	-
Rép. Dominicaine (f)	Observateur	75,9	72,3	46,4
Sainte-Lucie (j)	Membre	91,1	93,2	10,2
<b>Amérique centrale</b>				
Costa Rica	Observateur	103,6	59,5	46,7
<b>Amérique centrale</b>				
Uruguay (i)	Observateur	90,3	79,0	63,2
<b>Asie et Océanie</b>				
<b>Asie centrale</b>				
Arménie	Membre	95,9	88,0	46,0
Géorgie	Observateur	86,8	109,3	27,9
<b>Extrême-Orient</b>				
Cambodge	Membre	45,0	34,8	15,8
Laos	Membre 46,5	43,1	-	16,7
Thaïlande (h)	Observateur	87,0	92,8	51,4
Vietnam	Membre	-	80,8	24,6
<b>Océanie</b>				
Vanuatu	Membre, FLO	59,5	27,5	4,7
<b>Europe</b>				
<b>Europe centrale et orientale</b>				
Albanie	Membre	82,4	83,9	55,5
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	37,7
Bulgarie	Membre	93,1	-	62,7
Croatie	Observateur	98,4	-	61,6
Estonie	Observateur	107,1	-	76,7
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	82,8	-	38,5
Hongrie	Observateur	101,6	-	59,6
Kosovo	Observateur	-	-	-
Lettonie	Observateur	97,7	-	65,1
Lituanie	Observateur	105,9	-	73,9
Moldavie	Membre	88,2	89,3	40,1
Monténégro	Observateur	90,9	97,5	55,5
Pologne	Observateur	97,7	-	73,2



Statut OIF		Taux brut de scolarisation au secondaire (%) (2008-2012) -1	Taux brut de diplômés au 1 <sup>er</sup> cycle du secondaire (%) (2008-2012) -2	Taux brut de scolarisation du supérieur (%) (2008-2012) -3
Rép. tchèque	Observateur	96,6	-	64,2
Roumanie	Membre	95,0	89,3	51,6
Serbie	Observateur	91,7	101,6	52,4
Slovaquie	Observateur	93,9	-	55,1
Slovénie	Observateur	97,6	-	86,0
Ukraine	Observateur	97,8	109,1	79,7
<b>Europe de l'Ouest</b>				
Andorre	Membre	47,7	-	-
Autriche	Observateur	97,7	-	72,4
Belgique	Membre, FLO	107,3	-	70,8
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-
Chypre	Associé	95,3	-	45,9
France	Membre, FLO	109,7	-	58,3
Grèce	Membre	107,9	-	114,0
Luxembourg	Membre, FLO	101,0	-	18,2
Monaco	Membre, FLO	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	96,3	-	55,6

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO (données extraites en 2014).  
Abréviations : CITE, Classification internationale de type d'éducation; IPS, indice de parité entre les sexes.  
a : correspond au niveau 5A de la CITE.  
b : 1999, colonne (1)                      g : 2006, colonne (4)  
c : 1999-2003, colonne (1)              h : 2004, colonne (4)  
d : 2006, colonne (1)                      i : 1999, colonne (4)  
e : 2000-2005, colonne (1)              j : 2005, colonne (4)  
f : 2003, colonne (1)

Taux brut de diplômés au 1 <sup>er</sup> cycle du supérieur <sup>a</sup> (%) (2008-2012)	Pourcentage de redoublants à la 3 <sup>e</sup> année d'études du secondaire général (%)	Indice de parité entre les sexes (IPS)	
		Taux brut de scolarisation au 2 <sup>e</sup> cycle du secondaire	Taux brut de scolarisation au supérieur
-4	-5	-6	-7
41,6	1,3	1,0	1,4
46,8	2,4	1,0	1,3
11,2	0,8	1,0	1,3
43,9	2,0	1,0	1,5
52,4	0,1	1,0	1,5
-	0,0	0,9	1,6
-	6,8	-	-
37,0	1,7	0,9	1,2
18,8	8,8	1,0	1,3
-	-	-	-
20,0	0,6	1,0	1,2
36,1	3,2	1,0	1,3
27,9	1,8	1,0	1,0
5,7	16,6	1,1	1,1
-	-	-	-
29,0	1,7	0,9	1,0

Tableau A II-2. Répartition des diplômés du supérieur

Statut OIF		Année	Arts et Lettres (2008-2012)	Agriculture (2008-2012)	Sc. sociales, commerce et droit
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>					
<b>Afrique du Nord</b>					
Maroc	Membre	2010	13,1	1,4	33,2
Mauritanie	Membre	-	-	-	-
Tunisie	Membre	2012	18,7	1,5	23,7
<b>Moyen-Orient</b>					
Égypte	Membre	-	-	-	-
Émirats arabes unis	Observateur	2012	8,9	0,1	49,9
Liban	Membre	2011	12,6	0,5	46,5
Qatar	Associé	2012	18,6	-	34,6
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>					
<b>Afrique subsaharienne</b>					
Bénin	Membre, FLO	2011	16,0	0,6	54,1
Burkina Faso	Membre, FLO	2012	7,5	0,6	48,1
Burundi	Membre, FLO	2010	1,4	4,8	39,6
Cameroun	Membre, FLO	2010	6,4	0,4	59,2
Cap-Vert	Membre	-	-	-	-
Centrafrique	Membre, FLO	-	-	-	-
Congo	Membre, FLO	-	-	-	-
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	-	-	-	-
Djibouti	Membre, FLO	2009	30,8	-	17,3
Gabon	Membre, FLO	-	-	-	-
Ghana	Associé	2013	11,0	3,2	35,6
Guinée	Membre, FLO	-	-	-	-
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	-	-	-	-
Mozambique	Observateur	2011	5,7	4,4	31,8
Niger	Membre, FLO	2008	29,1	14,1	36,1
Rwanda	Membre, FLO	2012	3,1	7,9	48,2
Sao Tomé-et-Principe	Membre	-	-	-	-
Sénégal	Membre, FLO	-	-	-	-
Tchad	Membre, FLO	2000	40,6	-	29,4
Togo	Membre, FLO	-	-	-	-
<b>Océan Indien</b>					
Comores	Membre, FLO	2013	22,0	-	48,6
Madagascar	Membre, FLO	2013	15,2	1,2	56,2
Maurice	Membre	-	-	-	-
Seychelles	Membre, FLO	2013	12,8	-	23,1

Ingénierie et transformation	Santé et protection sociale	Sciences	Service	Éducation	Domaine non spécifié
12,4	5,6	22,5	4,6	6,5	0,6
	-	-	-	-	-
16,5	9,2	25,9	3,9	0,5	-
-	-	-	-	-	-
13,9	5,5	12,1	0,8	8,2	0,5
12,4	11,2	11,0	0,8	5,0	0,0
27,2	5,5	6,3	2,5	5,2	-
8,8	1,5	3,9	3,5	3,7	7,9
6,9	1,0	13,0	1,6	10,3	11,0
0,8	9,3	8,8	5,2	30,2	-
4,0	2,3	17,0	0,4	10,3	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
18,7	-	27,8	5,5	-	-
-	-	-	-	-	-
7,0	5,3	9,5	0,5	28,0	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
5,5	2,9	3,4	4,2	42,1	-
-	4,7	4,3	-	11,7	-
11,2	9,5	11,2	-	8,8	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	13,7	-	16,4	-
-	-	-	-	-	-
-	3,4	6,7	6,0	9,7	3,5
8,9	4,4	10,4	1,8	1,0	-
-	-	-	-	-	-
5,1	-	-	59,0	-	-

	Statut OIF	Année	Arts et Lettres (2008-2012)	Agriculture (2008-2012)	Sc. sociales, commerce et droit
<b>Amérique et Caraïbes</b>					
<b>Amérique du Nord</b>					
Canada (total)	Membre, FLO	2002	12,3	1,9	33,2
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-	-	-
Mexique	Observateur	2012	4,4	1,7	44,7
<b>Caraïbes</b>					
Dominique	Membre	-	-	-	-
Haïti	Membre, FLO	-	-	-	-
Rép. dominicaine	Observateur	-	-	-	-
Sainte-Lucie	Membre	-	-	-	-
<b>Amérique centrale</b>					
Costa Rica	Observateur	2011	2,6	1,1	40,6
<b>Amérique du Sud</b>					
Uruguay	Observateur	2010	4,0	5,1	40,9
<b>Asie et Océanie</b>					
<b>Asie centrale</b>					
Arménie	Membre	2010	26,0	3,6	19,1
Géorgie	Observateur	2012	12,1	4,5	46,9
<b>Extrême-Orient</b>					
Cambodge	Membre	2008	13,9	2,1	66,2
Laos	Membre	2012	9,4	5,9	43,4
Thaïlande	Observateur	-	-	-	-
Vietnam	Membre	2012	4,1	6,2	33,6
<b>Océanie</b>					
Vanuatu	Membre, FLO	-	-	-	-
<b>Europe</b>					
<b>Europe centrale et orientale</b>					
Albanie	Membre	2011	8,0	5,4	42,6
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	2012	7,1	1,7	54,2
Croatie	Observateur	2012	10,4	3,9	42,0
Estonie	Observateur	2012	13,8	2,3	33,3
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	2012	13,3	2,5	39,9
Hongrie	Observateur	2012	11,0	2,0	40,8
Kosovo	Observateur	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	2012	8,0	1,1	47,0
Lituanie	Observateur	2012	7,4	1,7	44,4
Moldavie	Membre	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	-	-	-	-
Pologne	Observateur	2012	7,4	1,4	39,4
Rép. tchèque	Observateur	2012	7,9	3,7	34,8

Ingénierie et transformation	Santé et protection sociale	Sciences	Service	Éducation	Domaine non spécifié
10,4	11,9	10,6	5,4	11,3	2,9
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
21,3	9,0	5,5	0,7	12,5	0,1
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
6,2	14,9	5,7	2,7	26,2	-
7,8	27,6	7,8	2,9	3,9	-
8,4	13,3	7,5	2,2	16,2	3,6
7,5	10,3	13,3	4,5	0,9	-
3,1	3,1	9,4	0,1	2,2	-
7,8	2,5	4,0	1,8	25,2	-
-	-	-	-	-	-
24,0	3,9	-	3,5	22,6	2,0
-	-	-	-	-	-
7,0	19,1	6,7	1,0	10,0	-
-	-	-	-	-	-
16,3	7,1	5,2	8,4	-	-
15,4	7,9	8,4	7,1	5,0	-
11,9	11,9	10,2	8,8	7,8	-
8,8	8,3	10,3	7,8	9,2	-
10,6	8,5	6,2	9,5	11,4	-
-	-	-	-	-	-
12,4	10,7	6,3	6,8	7,6	-
16,7	10,8	5,4	3,1	10,5	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
10,4	11,1	6,4	7,2	16,2	0,6
12,2	9,7	9,4	4,7	14,6	3,1

	Statut OIF	Année	Arts et Lettres (2008-2012)	Agriculture (2008-2012)	Sc. sociales, commerce et droit
Roumanie	Membre	2011	7,3	1,7	54,6
Serbie	Observateur	2012	10,9	2,4	35,1
Slovaquie	Observateur	2012	6,5	1,7	32,3
Slovénie	Observateur	2012	9,3	2,8	40,2
Ukraine	Observateur	2012	5,9	3,6	42,5
<b>Europe de l'Ouest</b>					
Andorre	Membre	2012	3,7	-	50,0
Autriche	Observateur	2012	9,5	1,8	34,6
Belgique	Membre, FLO	2012	10,7	2,2	30,2
Fédération Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-
Chypre	Associé	2012	9,6	0,7	43,5
France	Membre, FLO	2012	9,5	1,2	41,5
Grèce	Membre	2012	12,9	4,3	28,9
Luxembourg	Membre, FLO	2012	10,4		56,0
Monaco	Membre, FLO	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	2011	8,9	1,6	36,9

Source : Institut de la statistique de l'UNESCO, données extraites en 2015 et 2016.

Ingénierie et transformation	Santé et protection sociale	Sciences	Service	Éducation	Domaine non spécifié
15,1	10,9	5,0	3,1	2,3	-
16,3	8,5	8,5	8,5	9,8	-
13,1	19,5	7,5	6,5	12,9	-
16,6	6,5	8,1	9,0	7,4	-
20,3	5,7	5,3	5,7	8,5	2,6
-	26,8	7,3		12,2	-
16,5	9,1	8,9	2,8	16,2	0,5
11,1	20,8	5,3	1,9	14,9	2,9
-	-	-	-	-	-
13,1	3,9	8,3	9,2	11,6	-
15,0	15,2	10,3	3,8	3,5	0,0
16,3	11,6	12,3	3,0	10,5	0,1
6,1	7,8	8,7		11,0	-
-	-	-	-	-	-
13,1	13,8	7,7	7,8	9,7	0,6

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

Tableau A III-1. Chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans

Statut OIF	Taux de chômage	Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)			
		Total	F	M	
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>					
<b>Afrique du Nord</b>					
Maroc	Membre	21,9	3,0	-	3,3
Mauritanie	Membre	-	-	-	-
Tunisie	Membre	30,7	3,0	2,2	3,4
<b>Moyen-Orient</b>					
Égypte	Membre	24,8	5,8	5,0	6,4
Émirats arabes unis	Observateur	-	-	-	-
Liban	Membre	-	-	3,0	3,9
Qatar	Associé	1,6	5,1	4,5	5,5
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>					
<b>Afrique subsaharienne</b>					
Bénin	Membre, FLO	0,8	1,3	-	-
Burkina Faso	Membre, FLO	3,8	2,3	2,7	2,2
Burundi	Membre, FLO	0,7	1,7	2,0	1,6
Cameroun	Membre, FLO	-	-	-	-
Cap-Vert	Membre	41,2	3,4	3,9	3,1
Centrafrique	Membre, FLO	15,4	2,9	4,0	2,4
Congo	Membre, FLO	-	-	-	-
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	-	-	-	-
Djibouti	Membre, FLO	-	-	-	-
Gabon	Membre, FLO	41,0	3,2	3,9	2,9
Ghana	Associé	16,6	1,9	1,9	2,0
Guinée	Membre, FLO	-	-	-	-
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	-	-	-	-
Mozambique	Observateur	-	-	-	-
Niger	Membre, FLO	3,2	4,2	2,8	4,8
Rwanda	Membre, FLO	0,7	1,5	1,8	1,3
Sao Tomé-et-Principe	Membre	8,2	5,1	6,0	4,8
Sénégal	Membre, FLO	14,8	1,8	1,8	1,9
Tchad	Membre, FLO	-	-	-	-
Togo	Membre, FLO	-	-	-	-
<b>Océan Indien</b>					
Comores	Membre, FLO	-	-	-	-
Madagascar	Membre, FLO	2,3	0,8	0,7	1,0
Maurice	Membre	23,4	4,5	2,9	7,9
Seychelles	Membre, FLO	20,3	2,9	3,8	3,0

Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)			Source des données	
Total	F	M		
40,9	-	43,3	LFS	2009
-	-	-	-	-
42,3	41,0	43,0	HS	2005
62,9	60,9	64,8	HS	2007
-	-	-	-	-
-	43,1	45,5	HS	2007
48,3	47,6	49,5	HS	2007
32,9	-	-	PC	2002
52,9	57,7	50,6	LFS	2006
41,3	46,0	39,5	PC	1990
-	-	-	-	-
66,4	70,2	64,2	PC	1990
27,3	30,5	25,4	-	2009
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
41,2	48,0	36,6	PC	1993
36,1	36,5	35,7	PC	2000
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
63,8	56,7	65,7	PC	2001
45,3	48,5	43,6	HS	1996
66,7	66,7	66,7	PC	1991
42,0	40,4	43,5	HS	2006
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
24,1	22,7	26,7	HS	2005
41,0	33,7	53,2	-	2010
42,6	55,0	46,0	PC	2002

Statut OIF	Taux de chômage Total	Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)			
		Total	F	M	
<b>Amérique et Caraïbes</b>					
<b>Amérique du Nord</b>					
Canada (total)	Membre, FLO	14,8	2,2	2,0	2,4
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-	-
Québec	Membre, FLO	13,9	-	-	-
Mexique	Observateur	9,3	2,3	2,5	2,2
<b>Caraïbes</b>					
Dominique	Membre	-	-	-	2,9
Haïti	Membre, FLO	17,9	3,6	3,7	3,5
Rép. dominicaine	Observateur	30,3	2,7	2,2	3,6
Sainte-Lucie	Membre	40,8	2,6	2,3	3,1
<b>Amérique centrale</b>					
Costa Rica	Observateur	21,8	3,4	3,1	3,7
<b>Amérique du Sud</b>					
Uruguay	Observateur	20,0	-	-	-
<b>Asie et Océanie</b>					
<b>Asie centrale</b>					
Arménie	Membre	45,5	2,4	-	-
Géorgie	Observateur	35,5	2,5	2,9	2,2
<b>Extrême-Orient</b>					
Cambodge	Membre	3,4	3,2	2,6	4,2
Laos	Membre	5,0	5,6	4,9	6,6
Thaïlande	Observateur	4,3	6,1	8,4	4,7
Vietnam	Membre	4,6	3,1	2,7	3,8
<b>Océanie</b>					
Vanuatu	Membre, FLO	-	-	-	-
<b>Europe</b>					
<b>Europe centrale et orientale</b>					
Albanie	Membre	27,2	2,4	-	2,7
Bosnie-Herzégovine	Observateur	47,3	2,3	2,2	2,4
Bulgarie	Membre	23,2	2,5	2,5	2,5
Croatie	Observateur	31,5	3,4	3,4	3,5
Estonie	Observateur	33,0	2,2	2,4	2,0
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	30,8	2,4	2,0	2,2
Hongrie	Observateur	26,6	2,7	2,6	2,7
Kosovo	Observateur	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	-	-	-	-
Lituanie	Observateur	15,7	2,1	2,0	2,2
Moldavie	Membre	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	-	-	-	-
Pologne	Observateur	23,7	2,9	3,0	2,9

Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)			Source des données	
Total	F	M		
28,7	27,6	29,5	LFS	2010
-	-	-	-	-
-	-	-	-	2010
37,1	37,5	36,9	HS	2013
-	-	36,3	-	-
42,6	42,6	42,7	HS	1999
44,4	40,0	52,0	HS	2007
40,1	35,2	46,1	HS	2004
48,2	45,7	50,6	HS	2013
-	-	-	-	2009
29,0	-	-	-	2008
22,5	21,4	23,3	HS	2008
52,3	47,9	57,8	-	2008
56,8	49,7	64,2	PC	1995
48,1	52,7	44,5	LFS	2009
46,2	41,5	52,2	-	2004
-	-	-	-	-
-	-	-	LFS	2009
25,8	24,3	27,1	HS	2008
18,0	15,8	19,7	ELFS	2010
30,4	26,6	33,9		2010
20,2	19,0	21,1	ELFS	2010
16,9	18,9	18,1	ELFS	2010
16,7	15,5	17,7	LFS	2010
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
15,6	12,3	18,8	ELFS	2010
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
24,3	23,4	25,2	LFS	2010

	Statut OIF	Taux de chômage	Ratio du taux de chômage des jeunes sur celui des adultes (25 ans et plus)		
		Total	Total	F	M
Rép. tchèque	Observateur	-	-	-	-
Roumanie	Membre	22,1	3,8	4,3	3,5
Serbie	Observateur	42,5	3,0	3,0	3,1
Slovaquie	Observateur	33,6	2,7	2,5	2,9
Slovénie	Observateur	14,7	2,3	2,2	2,3
Ukraine	Observateur	29,4	28,0	30,6	HS
<b>Europe de l'Ouest</b>					
Andorre	Membre	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	2,5	-
Belgique	Membre, FLO	22,4	3,2	3,1	3,3
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-
Chypre	Associé	-	-	-	-
France	Membre, FLO	22,5	2,9	2,8	3,0
Grèce	Membre	32,9	3,0	2,8	3,0
Luxembourg	Membre, FLO	14,2	3,8	2,1	6,0
Monaco	Membre, FLO	6,9	2,0	2,3	2,8
Suisse	Membre, FLO	7,2	1,9	1,7	2,1

Source : Organisation internationale du travail, données extraites en juillet 2014.

Abréviations : ELFS, Enquête européenne sur les forces de travail (Eurostat); F, féminin; M, masculin;

HS, Household or labour force survey; LFS, Enquête sur la population active; PC, Recensement de la population.

Poids des jeunes dans la pop. totale au chômage (%)			Source des données	
Total	F	M		
-	-	-	-	-
28,1	28,6	27,8	-	2010
20,9	21,4	24,7	LFS	2009
21,2	18,0	23,9	LFS	2010
18,6	16,1	20,6	LFS	2010
2008	-	-	-	-
-	-	-	-	-
-	28,3	-	-	-
23,6	22,9	24,2	ELFS	2010
-	-	-	-	-
-	-	-	-	-
25,2	23,8	26,6	ELFS	2010
17,5	17,8	17,0	-	2010
19,9	12,8	27,3	ELFS	2010
7,0	34,6	8,9	PC	2000
23,2	22,4	24,1	LFS	2010

Tableau A III-2. Taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans selon le sexe (en %)

	Statut OIF	Chômage selon le sexe en 2012 (%)	
		Féminin	Masculin
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>			
<b>Afrique du Nord</b>			
Maroc	Membre	15,7	18,0
Mauritanie	Membre	38,2	48,0
Tunisie	Membre	27,2	30,2
<b>Moyen-Orient</b>			
Égypte	Membre	64,9	23,8
Émirats arabes unis	Observateur	21,5	8,4
Liban	Membre	21,8	23,3
Qatar	Associé	10,4	0,5
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>			
<b>Afrique subsaharienne</b>			
Bénin	Membre, FLO	2,2	1,4
Burkina Faso	Membre, FLO	3,9	6,5
Burundi	Membre, FLO	13,5	12,3
Cameroun	Membre, FLO	7,4	6,5
Cap-Vert	Membre	13,2	12,5
Centrafrique	Membre, FLO	13,3	12,4
Congo	Membre, FLO	13,1	12,5
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	13,3	12,5
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	5,2	6,6
Djibouti	Membre, FLO	-	-
Gabon	Membre, FLO	42,2	32,3
Ghana	Associé	6,8	6,0
Guinée	Membre, FLO	4,1	5,1
Guinée-Bissau	Membre	13,6	12,4
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	13,4	12,5
Mali	Membre, FLO	14,3	7,7
Mozambique	Observateur	13,1	12,5
Niger	Membre, FLO	5,8	7,9
Rwanda	Membre, FLO	0,5	1,0
Sao Tomé-et-Principe	Membre	-	-
Sénégal	Membre, FLO	18,6	11,1
Tchad	Membre, FLO	13,3	12,3
Togo	Membre, FLO	13,2	12,4
<b>Océan Indien</b>			
Comores	Membre, FLO	13,4	12,4
Madagascar	Membre, FLO	6,0	5,4
Maurice	Membre	28,8	18,5
Seychelles	Membre, FLO	-	-

	Statut OIF	Chômage selon le sexe en 2012 (%)	
		Féminin	Masculin
<b>Amérique et Caraïbes</b>			
<b>Amérique du Nord</b>			
Canada (total)	Membre, FLO	12,6	15,9
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-
Mexique*	Observateur	10,7	8,6
<b>Caraïbes</b>			
Dominique	Membre	-	-
Haïti	Membre, FLO	20,6	14,8
Rép. dominicaine	Observateur	36,0	19,2
Sainte-Lucie	Membre	-	-
<b>Amérique centrale</b>			
Costa Rica*	Observateur	26,8	18,8
<b>Amérique du Sud</b>			
Uruguay	Observateur	21,1	13,0
<b>Asie et Océanie</b>			
<b>Asie centrale</b>			
Arménie	Membre	45,7	34,1
Géorgie	Observateur	40,0	32,9
<b>Extrême-Orient</b>			
Cambodge	Membre	4,1	3,5
Laos	Membre	2,5	4,0
Thaïlande	Observateur	3,0	2,7
Vietnam	Membre	4,6	4,1
<b>Océanie</b>			
Vanuatu	Membre, FLO	-	-
<b>Europe</b>			
<b>Europe centrale et orientale</b>			
Albanie	Membre	24,3	27,6
Bosnie-Herzégovine	Observateur	59,8	56,1
Bulgarie	Membre	26,1	29,6
Croatie	Observateur	45,4	43,3
Estonie	Observateur	18,0	23,5
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	51,7	55,2
Hongrie	Observateur	27,2	28,7
Kosovo	Observateur	-	-
Lettonie	Observateur	29,3	27,6
Lituanie	Observateur	21,8	29,9
Moldavie	Membre	13,5	12,9

	Statut OIF	Chômage selon le sexe en 2012 (%)	
		Féminin	Masculin
Monténégro	Observateur	39,8	42,4
Pologne	Observateur	29,8	24,0
Rép. tchèque	Observateur	18,9	19,8
Roumanie	Membre	23,3	22,5
Serbie	Observateur	52,2	41,9
Slovaquie	Observateur	32,5	35,0
Slovénie	Observateur	21,1	20,4
Ukraine	Observateur	16,9	17,5
Europe de l'Ouest	Membre, FLO	-	-
Andorre	Membre	-	-
Autriche	Observateur	8,6	8,8
Belgique	Membre, FLO	18,9	20,5
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO		
Chypre	Associé	25,6	27,8
France	Membre, FLO	23,6	23,8
Grèce	Membre	62,9	48,1
Luxembourg	Membre, FLO	18,4	18,7
Monaco	Membre, FLO		
Suisse	Membre, FLO	8,1	8,8

Source :

Organisation internationale du travail, 2012. Estimation modélisée, données extraites en juillet 2014.

\* Organisation internationale du travail, 2013.

**Tableau A IV-1. Accès aux moyens d'information et de communication**

Statut OIF	Proportion de foyers <sup>a</sup> avec		Fréquence d'utilisation d'Internet <sup>b</sup> (jeunes)							
	Ordinateur	Internet	Ja	Mo	QM	QS	J	NSP	Total	
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>										
<b>Afrique du Nord</b>										
Maroc	Membre	43,1	38,9	34	5	11	23	27	1	449
Mauritanie	Membre	3,0	1,0	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	Membre	19,1	11,4	38	2	5	14	41	-	305
<b>Moyen-Orient</b>										
Égypte	Membre	37,9	32,3	57	2	4	14	22	0	382
Émirats arabes unis	Observateur	85,2	72,0	-	-	-	-	-	-	-
Liban	Membre	71,5	61,8	-	-	-	-	-	-	-
Qatar	Associé	91,5	88,1	-	-	-	-	-	-	-
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>										
<b>Afrique subsaharienne</b>										
Bénin	Membre, FLO	3,6	1,4	87	3	3	3	3	0	385
Burkina Faso	Membre, FLO	2,1	2,0	82	3	3	9	3	1	366
Burundi	Membre, FLO	0,1	0,1	92	1	2	2	0	3	417
Cameroun	Membre, FLO	7,2	1,9	51	6	13	24	6	0	576
Cap-Vert	Membre	20,4	10,4	37	5	14	29	15	-	483
Centrafrique	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Congo	Membre, FLO	4,0	1,0	-	-	-	-	-	-	-
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	0,7	0,6	-	-	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	1,8	1,1	67	6	7	14	6	-	437
Djibouti	Membre, FLO	13,0	1,7	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	Membre, FLO	7,6	6,0	-	-	-	-	-	-	-
Ghana	Associé	13,8	11,0	67	4	6	10	13	-	970
Guinée	Membre, FLO	1,5	1,0	80	2	4	9	1	3	379
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	6,2	2,0	81	2	2	7	5	2	360
Mozambique	Observateur	4,0	-	79	2	4	7	6	2	1123
Niger	Membre, FLO	1,5	0,1	91	1	1	3	3	-	345
Rwanda	Membre, FLO	2,0	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sénégal	Membre, FLO	8,0	4,5	60	4	13	13	10	-	433
Tchad	Membre, FLO	0,4	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Togo	Membre, FLO	2,3	1,0	75	3	8	12	1	1	531
<b>Océan Indien</b>										
Comores	Membre, FLO	-	2,4	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	Membre, FLO	1,4	0,7	77	0	1	1	1	19	393
Maurice	Membre	44,7	39,2	38	2	2	11	47	-	234
Seychelles	Membre, FLO	45,0	34,0	-	-	-	-	-	-	-

	Statut OIF	Proportion de foyers <sup>a</sup> avec		Fréquence d'utilisation d'Internet <sup>b</sup> (jeunes)						
		Ordinateur	Internet	Ja	Mo	QM	QS	J	NSP	Total
<b>Amérique et Caraïbes</b>										
<b>Amérique du Nord</b>										
Canada (total)	Membre, FLO	86,6	80,5	-	-	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	Observateur	35,8	30,7	-	-	-	-	-	-	-
<b>Caraïbes</b>										
Dominique	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Rép. dominicaine	Observateur	19,8	10,2	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	Membre	42,5	26,5	-	-	-	-	-	-	-
<b>Amérique centrale</b>										
Costa Rica	Observateur	51,0	46,7	-	-	-	-	-	-	-
<b>Amérique du Sud</b>										
Uruguay	Observateur	63,7	48,4	-	-	-	-	-	-	-
<b>Asie et Océanie</b>										
<b>Asie centrale</b>										
Arménie	Membre	34,0	22,2	-	-	-	-	-	-	-
Géorgie	Observateur	32,7	27,3	-	-	-	-	-	-	-
<b>Extrême-Orient</b>										
Cambodge	Membre	4,3	0,2	-	-	-	-	-	-	-
Laos	Membre	6,9	3,4	-	-	-	-	-	-	-
Thaïlande	Observateur	26,9	18,4	-	-	-	-	-	-	-
Vietnam	Membre	16,0	12,5	-	-	-	-	-	-	-
<b>Océanie</b>										
Vanuatu	Membre, FLO	7,8	3,5	-	-	-	-	-	-	-
<b>Europe</b>										
<b>Europe centrale et orientale</b>										
Albanie	Membre	15,6	13,7	-	-	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	Observateur	33,7	23,0	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	52,0	51,0	-	-	-	-	-	-	-
Croatie	Observateur	68,0	66,0	-	-	-	-	-	-	-
Estonie	Observateur	76,0	75,0	-	-	-	-	-	-	-
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	53,6	46,1	-	-	-	-	-	-	-
Hongrie	Observateur	71,0	69,0	-	-	-	-	-	-	-
Kosovo	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	71,5	61,8	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	Observateur	64,0	62,0	-	-	-	-	-	-	-
Moldavie	Membre	58,0	53,0	-	-	-	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	51,3	55,0	-	-	-	-	-	-	-
Pologne	Observateur	73,0	70,0	-	-	-	-	-	-	-
Rép. tchèque	Observateur	75,0	71,0	-	-	-	-	-	-	-

	Statut OIF	Proportion de foyers <sup>a</sup> avec		Fréquence d'utilisation d'Internet <sup>b</sup> (jeunes)						
		Ordinateur	Internet	Ja	Mo	QM	QS	J	NSP	Total
Roumanie	Membre	57,0	54,0	-	-	-	-	-	-	-
Serbie	Observateur	50,9	40,2	-	-	-	-	-	-	-
Slovaquie	Observateur	79,0	76,6	-	-	-	-	-	-	-
Slovénie	Observateur	76,0	74,0	-	-	-	-	-	-	-
Ukraine	Observateur	32,4	35,6	-	-	-	-	-	-	-
<b>Europe de l'Ouest</b>										
Andorre	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	Membre, FLO	80,0	78,0	-	-	-	-	-	-	-
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre	Associé	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	Membre, FLO	81,0	80,0	-	-	-	-	-	-	-
Grèce	Membre	57,4	54,0	-	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	Membre, FLO	92,0	93,0	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	Membre, FLO	65,5	57,2	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	83,7	80,7	-	-	-	-	-	-	-

Source :

Afrobaromètre, Enquête démographique et de santé (EDS) et Union internationale des télécommunications (UIT).

a : Union internationale des télécommunications, données extraites en juillet 2014.

b : Fréquence de l'utilisation d'Internet par les jeunes de 15 à 29 ans, répartition des réponses à la question :

« À quelle fréquence utilisez-vous Internet? », Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5), données extraites en juillet 2014.

Réponses : Ja, jamais; Mo, moins d'une fois par mois; QM, quelques fois par mois; QS, quelques fois par semaine.

**Tableau A IV-2. Proportion de jeunes filles n'ayant accès ni à la radio, ni à la télé, ni aux journaux écrits – Pays d'Afrique, de l'Océan indien, des Caraïbes, d'Asie et d'Océanie**

Statut OIF		Filles sans accès aux médias (selon l'âge, %)				Source
		15-19	20-24	25-29	30-34	
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Afrique du Nord</b>						
Maroc	Membre	-	-	-	-	-
Mauritanie	Membre	47,9	48,3	48,3	55,9	2000-01 EDS
Tunisie	Membre	2,6	1,1	2,8	1,4	1988 EDS
<b>Moyen-Orient</b>						
Égypte	Membre	3,0	2,6	2,8	2,7	2008 EDS
Émirats arabes unis	Observateur	-	-	-	-	-
Liban	Membre	-	-	-	-	-
Qatar	Associé	-	-	-	-	-
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>						
<b>Afrique subsaharienne</b>						
Bénin	Membre, FLO	40,6	42,0	45,2	48,8	2011-12 EDS
Burkina Faso	Membre, FLO	44,9	44,9	46,8	50,3	2010 EDS
Burundi	Membre, FLO	30,6	40,3	41,5	39,1	2010 EDS
Cameroun	Membre, FLO	34,2	33,6	40,2	40,2	2011 EDS
Cap-Vert	Membre	-	-	-	-	-
Centrafrique	Membre, FLO	30,1	28,1	31,6	30,9	1994-95 EDS
Congo	Membre, FLO	37,3	33,7	33,9	37,9	2005 EDS
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	57,3	58,3	58,2	58,2	2007 EDS
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	37,8	42,0	43,9	48,9	2011-12 EDS
Djibouti	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Gabon	Membre, FLO	5,8	6,4	5,3	8,4	2012 EDS
Ghana	Associé	15,2	12,7	15,4	17,8	2008 EDS
Guinée	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	47,1	46,3	50,8	53,3	2012 EDS
Mali	Membre, FLO	21,0	22,4	23,4	24,6	2006 EDS
Mozambique	Observateur	43,4	43,8	47,0	47,1	2011 EDS
Niger	Membre, FLO	56,1	61,0	60,1	60,5	2012 EDS
Rwanda	Membre, FLO	27,1	27,7	31,1	32,8	2010 EDS
Sao Tomé-et-Principe	Membre	5,4	7,1	10,2	9,3	2008-09 EDS
Sénégal	Membre, FLO	18,9	17,7	19,7	21,3	2010-11 EDS
Tchad	Membre, FLO	76,3	71,7	75,4	79,1	2004 EDS
Togo	Membre, FLO	37,3	45,0	57,2	57,0	1998 EDS
<b>Océan Indien</b>						
Comores	Membre, FLO	34,4	30,2	33,9	38,2	1996 EDS
Madagascar	Membre, FLO	39,7	44,0	45,1	41,7	2008-09 EDS
Maurice	Membre	-	-	-	-	-
Seychelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-

	Statut OIF	Filles sans accès aux médias (selon l'âge, %)				Source
		15-19	20-24	25-29	30-34	
<b>Amérique et Caraïbes</b>						
<b>Amérique du Nord</b>						
Canada (total)	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Mexique	Observateur	-	-	-	-	-
<b>Caraïbes</b>						
Dominique	Membre	-	-	-	-	-
Haïti	Membre, FLO	20,1	20,8	22,3	23,3	2012 EDS
Rép. dominicaine	Observateur	2,4	3,1	3,1	3,9	2007 EDS
Sainte-Lucie	Membre	-	-	-	-	-
<b>Amérique centrale</b>						
Costa Rica	Observateur	-	-	-	-	-
<b>Amérique du Sud</b>						
Uruguay	Observateur	-	-	-	-	-
<b>Asie et Océanie</b>						
<b>Asie centrale</b>						
Arménie	Membre	8,4	5,6	6,7	4,1	2010 EDS
Géorgie	Observateur	-	-	-	-	-
<b>Extrême-Orient</b>						
Cambodge	Membre	24,5	29,5	30,3	37,7	2010 EDS
Laos	Membre	-	-	-	-	-
Thaïlande	Observateur	11,4	11,0	11,3	11,5	1987 EDS
Vietnam	Membre	4,5	6,3	6,3	7,8	2005 AIS
<b>Océanie</b>						
Vanuatu	Membre, FLO	-	-	-	-	-
<b>Europe</b>						
<b>Europe centrale et orientale</b>						
Albanie	Membre	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	-	-	-	-	-
Croatie	Observateur	-	-	-	-	-
Estonie	Observateur	-	-	-	-	-
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	-	-	-	-	-
Hongrie	Observateur	-	-	-	-	-
Kosovo	Observateur	-	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	-	-	-	-	-
Lituanie	Observateur	-	-	-	-	-
Moldavie	Membre	-	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	-	-	-	-	-

	Statut OIF	Filles sans accès aux médias (selon l'âge, %)				Source
		15-19	20-24	25-29	30-34	
Pologne	Observateur	-	-	-	-	-
Rép. tchèque	Observateur	-	-	-	-	-
Roumanie	Membre	-	-	-	-	-
Serbie	Observateur	-	-	-	-	-
Slovaquie	Observateur	-	-	-	-	-
Slovénie	Observateur	-	-	-	-	-
Ukraine	Observateur	-	-	-	-	-
<b>Europe de l'Ouest</b>						
Andorre	Membre	-	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	-	-	-
Belgique	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Chypre	Associé	-	-	-	-	-
France	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Grèce	Membre	-	-	-	-	-
Luxembourg	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Monaco	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	-	-	-	-	-

Source : Enquête démographique et de santé (EDS), Program STATcompiler

- <http://www.statcompiler.com>, données extraites en juin 2014.

Abréviations : AIS, Enquête sur les indicateurs du sida; EDS, Enquête démographique et de santé.



**Tableau A V. Aspirations familiales : mariage, fécondité et désir d'enfants**

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe et le groupe d'âge							
		15 à 19		20 à 24		25 à 29		30 à 34	
		H	F	H	F	H	F	H	F
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>									
<b>Afrique du Nord</b>									
Maroc	Membre	0,8	10,7	7,7	37,0	30,8	55,7	57,5	67,5
Mauritanie	Membre	0,5	24,0	7,1	50,9	36,2	66,5	71,6	75,7
Tunisie	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Moyen-Orient</b>									
Égypte	Membre	13,1	52,6	79,8	89,1	EDS	2008	-	-
Émirats arabes unis	Observateur	2,4	6,7	26,0	36,0	54,0	67,0	83,1	82,6
Liban	Membre	0,3	3,3	2,7	18,8	19,4	46,9	51,7	64,1
Qatar	Associé	9,5	16,9	67,3	66,7	UNSD	2010	-	-
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>									
<b>Afrique subsaharienne</b>									
Bénin	Membre, FLO	1,5	21,7	21,2	69,7	74,2	91,6	90,3	94,7
Burkina Faso	Membre, FLO	1,6	31,5	30,0	81,1	70,8	93,7	88,6	94,8
Burundi	Membre, FLO	1,4	8,6	28,5	60,3	76,6	78,8	86,7	84,1
Cameroun	Membre, FLO	1,8	24,2	18,4	61,8	50,5	78,9	76,8	83,2
Cap-Vert	Membre	2,4	8,1	18,1	30,6	37,4	55,9	56,7	64,1
Centrafrique	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Congo	Membre, FLO	2,7	16,4	18,4	56,0	54,0	68,6	70,9	78,8
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	3,9	22,5	26,6	65,3	61,9	80,4	82,6	86,3
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	Membre, FLO	0,0	5,1	6,0	24,6	30,2	46,8	61,1	64,4
Gabon	Membre, FLO	2,0	18,1	17,9	52,7	44,1	65,7	64,8	74,7
Ghana	Associé	0,7	8,3	15,0	47,2	47,5	73,6	77,3	83,7
Guinée	Membre, FLO	2,7	35,6	19,3	77,0	50,7	93,3	83,4	94,9
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	8,5	50,4	32,0	89,7	69,1	95,5	89,9	96,0
Mozambique	Observateur	7,8	41,6	48,8	73,5	76,2	80,2	87,2	80,7
Niger	Membre, FLO	2,9	59,0	30,9	86,4	71,1	93,2	88,7	95,0
Rwanda	Membre, FLO	0,2	3,1	19,2	37,2	62,2	71,1	86,3	80,1
Sao Tomé-et-Principe	Membre	0,7	19,8	24,0	62,0	63,4	82,2	77,5	83,0
Sénégal	Membre, FLO	0,7	24,3	5,4	60,0	35,0	77,5	64,2	84,9
Tchad	Membre, FLO	0,9	42,0	34,0	84,6	74,0	92,1	89,6	90,9
Togo	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Océan Indien</b>									
Comores	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Madagascar	Membre, FLO	11,4	33,7	50,5	73,0	78,2	82,9	89,1	83,7
Maurice	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-
Seychelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-

Données		Taux de fécondité <sup>a</sup> (%)	Nombre d'enfants désirés <sup>b</sup>
Source	Année	15 à 19 ans F	15 à 19 ans H
UNSD	2004	35,8	2,6
EDS	2000	73,3	5,3
-	-	4,6	3,1
-	-	43	2,65
UNSD	2005	27,6	-
UNSD	2007	12	-
-	-	9,5	-
EDS	2006	90,2	4,05
EDS	2010	115,4	4,85
EDS	2010	30,3	4,15
EDS	2011	115,8	4,95
S. n.	2005	70,6	-
-	-	98,3	5,5
EDS	2005	126,7	4,5
EDS	2007	135,3	5,8
-	-	130,3	4,65
PAF	2002	18,6	-
EDS	2000	103	4
EDS	2008	58,4	-
EDS	2005	131	-
-	-	99,3	-
-	-	112,6	-
EDS	2006	175,6	5,7
UNSD	2007	137,8	4
EDS	2006	204,8	8,35
EDS	2010	33,6	2,75
EDS	2008	65,1	2,95
EDS	2010	94,4	5,05
EDS	2004	152	8,1
-	-	91,5	3,9
-	UNSD	51,1	4,85
EDS	2008	122,8	4,2
-	-	-	-
-	-	56,3	-

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe et le groupe d'âge							
		15 à 19		20 à 24		25 à 29		30 à 34	
		H	F	H	F	H	F	H	F
<b>Amérique et Caraïbes</b>									
<b>Amérique du Nord</b>									
Canada (total)	Membre, FLO	1,2	2,9	13,1	23,6	42,6	54,9	65,0	70,9
Nouveau-Brunswick	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Québec	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	Observateur	6,2	16,1	34,2	45,8	60,3	65,5	75,5	74,3
<b>Caraïbes</b>									
Dominique	Membre	0,2	0,2	1,0	4,7	10,0	20,3	21,0	31,8
Haïti	Membre, FLO	2,1	16,6	17,3	53,7	48,4	75,3	71,6	80,8
Rép. dominicaine	Observateur	2,8	18,9	23,5	47,9	50,4	65,4	65,8	74,6
Sainte-Lucie	Membre	1,1	6,6	16,1	37,6	47,2	58,3	65,7	68,5
<b>Amérique centrale</b>									
Costa Rica	Observateur	3,5	12,4	22,9	36,9	47,8	57,2	66,3	68,0
<b>Amérique du Sud</b>									
Uruguay	Observateur	3,2	11,1	24,6	37,7	50,2	59,5	67,2	69,7
<b>Asie et Océanie</b>									
<b>Asie centrale</b>									
Arménie	Membre	1,0	7,9	14,0	43,6	51,1	67,5	73,4	77,5
Géorgie	Observateur	13,3		45,8		68,1		76,9	
<b>Extrême-Orient</b>									
Cambodge	Membre	1,6	10,2	30,2	53,3	73,0	78,8	90,9	83,6
Laos	Membre	5,7	18,8	36,2	58,8	71,3	80,9	87,8	87,0
Thaïlande	Observateur	3,3	10,7	21,5	41,5	53,1	67,2	74,8	78,8
Vietnam	Membre	2,5	9,7	24,1	48,0	63,2	79,2	86,4	87,9
<b>Océanie</b>									
Vanuatu	Membre, FLO	2,5	9,7	24,1	48,0	63,2	79,2	86,4	87,9
<b>Europe</b>									
<b>Europe centrale et orientale</b>									
Albanie	Membre	1,9	7,0	9,6	36,7	38,5	67,0	72,7	82,5
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	2,0	8,4	12,4	29,7	36,4	60,0	59,2	74,1
Croatie	Observateur	0,3	2,4	7,6	25,2	37,2	59,1	64,2	77,4
Estonie	Observateur	0,9	4,3	19,8	36,1	51,6	59,1	66,7	65,4
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-
Hongrie	Observateur	0,1	0,6	2,2	6,2	13,9	27,3	37,8	49,8
Kosovo	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	0,1	0,7	5,2	12,2	25,3	36,3	42,0	49,6
Lituanie	Observateur	0,0	0,2	2,9	8,8	23,8	38,4	50,3	60,0
Moldavie	Membre	1,2	9,6	23,2	56,0	71,0	82,3	83,1	87,7
Monténégro	Observateur	0,7	4,6	7,0	28,6	32,2	56,6	58,0	72,8
Pologne	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-

Données		Taux de fécondité <sup>a</sup> (%)	Nombre d'enfants désirés <sup>b</sup>
Source	Année	15 à 19 ans F	15 à 19 ans H
UNSD	2006	14,5	-
-	-		-
-	-		-
UNSD	2010	63,4	-
UNSD	2001		-
EDS	2006	42	-
EDS	2007	99,6	2,55
UNSD	2001	56,3	2,65
UNSD	2011	60,8	-
S. n.	2011	58,3	-
EDS	2010	27,1	-
RHS	2005	46,8	2,35
EDS	2010	44,3	-
UNSD	2005	65	2,7
UNSD	2000	41	-
	2009	29	-
UNSD	2009	44,8	-
S. n.	2011	15,3	-
-	-	15,1	2,35
UNSD	2011	35,9	-
UNSD	2001	12,7	1,97
UNSD	2000	16,8	-
-	-	18,3	2,32
UNSD	2010	12,1	-
-	-		-
UNSD	2011	13,5	2,19
UNSD	2011	10,6	-
EDS	2005	29,3	2,21
UNSD	2003	15,2	-
-	-	12,2	-

Statut OIF		Jeunes mariés selon le sexe et le groupe d'âge							
		15 à 19		20 à 24		25 à 29		30 à 34	
		H	F	H	F	H	F	H	F
Rép. tchèque	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	Membre	0,1	2,5	6,8	25,4	33,7	56,1	62,3	72,9
Serbie*	Observateur	0,9	5,1	9,4	28,8	38,8	59,0	64,0	76,4
Slovaquie	Observateur	0,2	1,0	4,1	10,6	22,1	37,6	48,3	60,1
Slovénie	Observateur	0,1	0,5	2,9	8,0	17,1	31,7	40,9	56,6
Ukraine	Observateur	3,0	5,7	22,7	46,9	60,3	69,2	69,1	72,0
<b>Europe de l'Ouest</b>									
Andorre	Membre	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	-	-	-	-	-	-
Belgique	Membre, FLO	0,1	0,6	3,3	10,3	19,9	32,3	40,0	49,6
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre	Associé	-	-	-	-	-	-	-	-
France	Membre, FLO	0,0	0,4	2,4	6,7	16,6	27,3	38,1	46,3
Grèce	Membre	0,8	3,4	4,9	19,3	24,4	50,4	53,9	71,9
Luxembourg	Membre, FLO	0,2	1,4	6,0	17,2	29,7	47,1	55,6	67,4
Monaco	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	0,1	0,7	4,6	11,9	20,8	33,6	42,7	56,2

Sources : Nations unies (UNSD, Division de la statistique des Nations unies).

Abréviations : EDS, Enquête démographique et de santé; F, femmes; H, hommes;

PAF, Projet pan Arabe pour la santé de la famille; RHS, Enquête sur la santé reproductive; S. n., Statistiques nationales

a : Nations-Unies, Division population, 2012.

b : EDS (2012) et Eurobaromètre (2011).

\* Les données pour la Serbie excluent le Kosovo et le Metohia.

Données		Taux de fécondité <sup>a</sup> (%) 15 à 19 ans	Nombre d'enfants désirés <sup>b</sup> 15 à 19 ans
Source	Année	F	H
-	-	4,9	2,22
UNSD	2011	31	2,02
UNSD	2002	16,9	2
UNSD	2010	15,9	-
UNSD	2011	0,6	2,15
EDS	2007	25,7	2,38
-	-	-	-
-	-	4,1	2,07
UNSD	2009	6,7	2,31
-	-	-	-
-	-	5,5	2,29
UNSD	2009	5,7	2,34
UNSD	2001	11,9	2,23
UNSD	2001	8,3	2,51
-	-	-	-
UNSD	2009	1,9	-

ANNEXE : TABLEAUX DÉTAILLÉS DES INFORMATIONS STATISTIQUES OBTENUES  
POUR CHACUN DES ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES ET OBSERVATEURS  
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF)

**Tableau A VI-1A. Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Afrique et Océan Indien**

Statut OIF		Confiance (en %)					Total réponses
		Pas du tout	Juste un peu	Assez	Beaucoup	Pas d'opinion	
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>							
<b>Afrique du Nord</b>							
Maroc	Membre	44	30	17	4	6	449
Mauritanie	Membre	-	-	-	-	-	-
Tunisie	Membre	51	27	12	5	5	305
<b>Moyen-Orient</b>							
Égypte	Membre	52	24	15	6	3	382
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>							
<b>Afrique subsaharienne</b>							
Bénin	Membre, FLO	18	29	30	22	1	385
Burkina Faso	Membre, FLO	17	20	25	31	8	366
Burundi	Membre, FLO	9	16	27	45	3	417
Cameroun	Membre, FLO	26	24	26	14	9	576
Cap-Vert	Membre	15	26	40	15	4	483
Centrafrique	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Congo	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	19	32	24	22	3	437
Djibouti	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Gabon	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Ghana	Associé	21	32	30	16	1	970
Guinée	Membre, FLO	17	30	19	25	9	379
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	26	32	17	19	5	360
Mozambique	Observateur	-	-	-	-	-	-
Niger	Membre, FLO	13	13	19	48	8	345
Rwanda	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	Membre	-	-	-	-	-	-
Sénégal	Membre, FLO	17	26	22	33	2	433
Tchad	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Togo	Membre, FLO	31	24	22	17	6	531
<b>Océan Indien</b>							
Comores	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Madagascar	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Maurice	Membre	5	28	53	11	3	234
Seychelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-

Sources : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5). Répartition des réponses à la question : « À quel point faites-vous confiance aux institutions suivantes : parlement et assemblée nationale de votre pays ? ».

**Tableau A VI-1B. Confiance des jeunes (15 à 29 ans) envers les institutions politiques – Europe**

	Statut OIF	Confiance (en %)			Total réponses (%)
		Aucune confiance (score = 0)	Plus ou moins (score = 1 à 5)	Fort confiance (score = 6 à 10)	
<b>Europe</b>					
<b>Europe centrale et orientale</b>					
Albanie	Membre	34,4	44,8	20,8	100
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	41,0	52,3	6,7	100
Croatie	Observateur	-	-	-	-
Estonie	Observateur	6,1	63,9	30,0	100
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	-	-	-	-
Hongrie	Observateur	11,2	63,7	25,1	100
Kosovo	Observateur	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	-	-	-	-
Lituanie	Observateur	19,7	65,7	14,6	100
Moldavie	Membre	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	-	-	-	-
Pologne	Observateur	14,8	72,2	13,0	100
Rép. tchèque	Observateur	14,6	58,6	26,8	100
Roumanie	Membre	-	-	-	-
Serbie	Observateur	-	-	-	-
Slovaquie	Observateur	21,8	64,6	13,6	100
Slovénie	Observateur	19,2	62,4	18,4	100
Ukraine	Observateur	37,1	56,1	6,8	100
<b>Europe de l'Ouest</b>					
Andorre	Membre	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	-	-
Belgique	Membre, FLO	2,7	50,6	46,7	100
Fédération Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-
Chypre	Associé	25,3	62,0	12,7	100
France	Membre, FLO	8,1	64,2	27,7	100
Grèce	Membre	-	-	-	-
Luxembourg	Membre, FLO	-	-	-	-
Monaco	Membre, FLO	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	0,7	29,5	68,8	99
<b>Moyenne Europe</b>		<b>13,8</b>	<b>54,6</b>	<b>31,6</b>	<b>100</b>

Sources : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6). Répartition des réponses à la question : « Sur une échelle de 0 à 10, à quel point faites-vous confiance à votre parlement national ? Réponses : de 0 (aucune confiance) à 10 (totale confiance).

**Tableau A VI-2A. Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Afrique et Océan Indien**

Statut OIF		Confiance (en %)				
		Pas du tout	Juste un peu	Assez	Beaucoup	Pas d'opinion
<b>Afrique du Nord et Moyen-Orient</b>						
<b>Afrique du Nord</b>						
Maroc	Membre	80	6	11	1	3
Mauritanie	Membre	-	-	-	-	-
Tunisie	Membre	93	1	2	-	4
<b>Moyen-Orient</b>						
Égypte	Membre	90	4	4	0	2
<b>Afrique subsaharienne et océan Indien</b>						
<b>Afrique subsaharienne</b>						
Bénin	Membre, FLO	68	16	12	4	-
Burkina Faso	Membre, FLO	71	17	9	3	1
Burundi	Membre, FLO	75	18	5	2	-
Cameroun	Membre, FLO	56	17	21	5	1
Cap-Vert	Membre	72	9	17	2	0
Centrafrique	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Congo	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Congo (Rép. démocratique du)	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	Membre, FLO	61	21	11	6	0
Djibouti	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Gabon	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Ghana	Associé	77	7	13	2	1
Guinée	Membre, FLO	46	30	16	8	0
Guinée-Bissau	Membre	-	-	-	-	-
Guinée-Équatoriale	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Mali	Membre, FLO	52	30	14	4	-
Mozambique	Observateur	69	10	17	2	2
Niger	Membre, FLO	79	14	7	0	-
Rwanda	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	Membre	-	-	-	-	-
Sénégal	Membre, FLO	52	20	18	11	0
Tchad	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Togo	Membre, FLO	64	17	14	3	2
<b>Océan Indien</b>						
Comores	Membre, FLO	-	-	-	-	-
Madagascar	Membre, FLO	85	13	1	1	0
Maurice	Membre	79	5	14	2	-
Seychelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-

Sources : Afrobaromètre, enquête 2010-2012 (round 5). Répartition des réponses à la question : Étiez-vous non-membre, membre inactif, membre actif, leader officiel d'une association ou d'un groupe communautaire ?

**Tableau A VI-2B. Bénévolat des jeunes (15 à 29 ans) – Europe**

Statut OIF		Bénévolat <sup>b</sup> (en %)					
		Au moins une fois par semaine	Au moins une fois par mois	Au moins une fois par trois mois	Au moins une fois chaque six mois	Moins que cela	Jamais
<b>Europe</b>							
<b>Europe centrale et orientale</b>							
Albanie	Membre	4,0	6,5	6,6	6,5	17,2	59,2
Bosnie-Herzégovine	Observateur	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	Membre	1,3	0,9	0,9	1,2	8,1	87,6
Croatie	Observateur	-	-	-	-	-	-
Estonie	Observateur	2,4	4,8	3,5	8,6	17,7	63,0
Ex-Rép. yougoslave de Macédoine	Membre	-	-	-	-	-	-
Hongrie	Observateur	0,7	2,9	1,0	4,4	12,8	78,2
Kosovo	Observateur	-	-	-	-	-	-
Lettonie	Observateur	-	-	-	-	-	-
Lituanie	Observateur	0,6	1,9	1,9	7,3	15,3	73,0
Moldavie	Membre	-	-	-	-	-	-
Monténégro	Observateur	-	-	-	-	-	-
Pologne	Observateur	2,4	3,0	2,3	8,2	9,0	75,1
Rép. tchèque	Observateur	1,0	4,2	1,7	5,5	10,4	77,2
Roumanie	Membre	-	-	-	-	-	-
Serbie	Observateur	-	-	-	-	-	-
Slovaquie	Observateur	3,5	6,6	4,3	11,4	15,6	58,6
Slovénie	Observateur	-	-	-	-	-	-
Ukraine	Observateur	0,4	3,2	2,0	7,3	10,7	76,4
<b>Europe de l'Ouest</b>							
Andorre	Membre	-	-	-	-	-	-
Autriche	Observateur	-	-	-	-	-	-
Belgique	Membre, FLO	2,7	4,4	6,9	11,1	14,0	60,9
Féd. Wallonie-Bruxelles	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Chypre	Associé	2,0	5,2	5,2	8,0	19,2	60,4
France	Membre, FLO	5,8	6,7	2,6	1,9	9,0	74,0
Grèce	Membre	-	-	-	-	-	-
Luxembourg	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Monaco	Membre, FLO	-	-	-	-	-	-
Suisse	Membre, FLO	16,1	11,8	8,3	6,2	10,5	47,1
<b>Moyenne Europe</b>		-	-	-	-	-	-

Sources : Enquête sociale européenne 2012-2013 (round 6). Répartition des réponses à la question : « À quelle fréquence, avez-vous été impliqué dans du travail bénévole ou une organisation caritative dans les 12 derniers mois ? ».

**Tableau A VI-2C. Bénévolat des jeunes (15 ans et plus) – Amérique du Nord (Canada)**

Statut OIF	Canada (total)		Nouveau-Brunswick		Québec	
	Membre, FLO		Membre, FLO		Membre, FLO	
Âge	Taux de bénévolat (%)	Moyenne <sup>c</sup> des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (%)	Moyenne <sup>c</sup> des heures annuelles (heures)	Taux de bénévolat (%)	Moyenne <sup>c</sup> des heures annuelles (heures)
15-24 ans	58,0	130	61,9	114 <sup>E</sup>	54,4	83
25-34 ans	46,6	109	49,0	102 <sup>E</sup>	38,7	113 <sup>E</sup>
35-44 ans	54,4	136	63,4	122	42,2	114

Sources : Statistique Canada, Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation, 2010.

c : Pour les bénévoles seulement.

E : À utiliser avec prudence.

## Recherche et rédaction

Richard Marcoux, Abdoul Echraf Ouédraogo, Marie-Eve Harton et Laurent Richard, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, Université Laval.

## Crédit photographique

Photographie de couverture : © shutterstock

## Responsables de la publication

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

<http://www.francophonie.org/>

Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone (ODSEF)

<http://www.odsef.fss.ulaval.ca/>

## Conception graphique et réalisation

Marion Caudron

© OIF octobre 2016

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 80 États et gouvernements dont 57 membres et 23 observateurs. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2014 établit à 274 millions le nombre de locuteurs de français.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

La secrétaire générale conduit l'action politique de la Francophonie, dont elle est la porte-parole et la représentante officielle au niveau international. Michaëlle Jean est la secrétaire générale de la Francophonie depuis janvier 2015.

## 57 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Ex-République yougoslave de Macédoine • France • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Laos • Liban • Luxembourg • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles.

## 23 OBSERVATEURS

Autriche • Bosnie-Herzégovine • Costa Rica • Croatie • République dominicaine • Émirats arabes unis • Estonie • Géorgie • Hongrie • Kosovo • Lettonie • Lituanie • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Serbie • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay.

## ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

Direction de l'éducation et de la jeunesse

19-21 avenue Bosquet, 75007 Paris (France)

Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00

[www.francophonie.org](http://www.francophonie.org)

   OIFfrancophonie

